lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI N° 326 — SEMAINE DU 26 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE 1974 — PRIX : 2 F

hausse des prix et chômage:

DEUX RAISONS D'ENGAGER LA LUTTE

en bref... en bref... en bref...

Tramoni libéré : deux poids deux mesures

Tramoni, l'assassin de Pierre Overney a été récemment libéré. Condamné à quatre ans de prison en janvier 1973, il aurait bénéficié d'une remise de peine exceptionnelle (bien supérieure au maximum de ce qui est généralement accordé pour un meurtre).

Ainsi, l'assassin d'un travailleur révolutionnaire a bénéficié de bout en bout d'un régime de faveur de la part de la justice bourgeoisie : rapidement mis en liberté provisoire après son arrestation, jugé avec les égards de la cour, il obtient maintenant une remise de peine exceptionnelle.

La justice bourgeoise, quoi qu'elle en dise ne fait pas mesure égale : il n'y a aucune comparaison entre la rigueur avec laquelle elle traite le meurtrier d'un flic, par exemple, quelles que soient les circonstances, avec la clémence qu'elle sait avoir envers l'assassin d'un travailleur révolutionnaire.

Nous avons là l'indication du prix de la peau d'un ouvrier par rapport à un serviteur de la bourgeoisie. Mais à cette bourse des valeurs un peu particulière, combien vaut la peau d'un Tramoni ?

La justice telle qu'elle est

Le 21 novembre, le tribunal correctionnel de Rouen a condamné à douze mois de prison ferme un jeune homme. Motif : tentative de vol d'un manteau.

Michel Raton vient d'être relaxé et libéré pour la deuxième fois.

En mai 1968, on l'avait accusé d'avoir lancé un camion sur les policiers et d'avoir ainsi tué le commissaire Lacroix. Il avait fait deux ans de prison préventive avant d'être reconnu innocent le 25 septembre 1970.

Un an plus tard, nouvelle arrestation parce que la police le soupçonne (sans preuve) de complicité dans une affaire de cambriolage. Trois ans de préventive avant d'être de nouveau relaxé le 20 novembre 1974, toujours parce qu'il est innocent.

Cinq ans de prison au total, parce qu'il est soupçonné d'avoir causé la mort d'un des leurs en mai 1968 ; si les travailleurs faisaient payer leurs morts au même tarif, il y aurait bon nombre de policiers à l'ombre pour un moment !

Une police dressée à l'anticommunisme

Mardi 19, à la fin de la manifestation, alors que tous les manifestants s'étaient dispersés, des flics des brigades spéciales ont attaqué, aux cris de **« les cocos à Moscou »** le local du PCF du 10e arrondissement, blessant trois militants dont un sérieusement, et saccageant une partie du matériel.

Et les responsables peuvent toujours dire que c'était une erreur, le préfet de police, M. Paoli, peut toujours prétendre, comme si c'était une justification, que les policiers ne savaient pas que c'était un local du PCF, tout le monde sait bien qu'il ne s'agit ni d'une erreur ni d'un accident, tout au plus d'une bavure.

Car la seule raison d'être de la police est ce qu'ils appellent le « maintien de l'ordre », c'est-à-dire avant tout de l'ordre social. La police est dressée pour défendre les patrons contre les travailleurs, la vue d'une manifestation ouvrière, la vue d'une étiquette communiste suffit à lui faire voir rouge, à lui faire crier **« à mort »**. Et ce spectacle des brigades spéciales chargeant un local du PCF est une fidèle image de la police et de son rôle véritable.

Les ministres de l'Intérieur passent, les traditions policières demeurent. (Ph. AFP)

L'imagination au pouvoir

Dans les périodes de luttes et de grèves, les travailleurs savent donner libre cours à leur imagination, une imagination parfois débordante. Ainsi, a-t-on pu entendre, dans le cortège du 19 novembre, des slogans particulièrement spirituels et incisifs, du genre : « Valéry au tri, Anne-Aymone au téléphone », « Les ordures sont au pouvoir, pas sur les trottoirs » **et encore** « Nous tiendrons jusqu'au réveillon, Lelong sera le dindon ».

Dans les périodes de lutte, c'est vraiment l'imagination au pouvoir. Mais on ne saurait si bien dire, puisque la puissance imaginative a même gagné la Chambre des députés où un « élu du peuple », M. Pierre Weber, républicain indépendant, est allé jusqu'à proposer que les députés volontaires « mettent les vêtements appropriés » et s'en aillent ramasser les ordures qui s'entassent aux environs du Palais-Bourbon !

L'honorable député n'aurait pas dû s'arrêter en si bon chemin. Pourquoi n'a-t-il pas proposé de ramasser les ordures qui se trouvent au sein du Palais-Bourbon... au groupe des républicains indépendants, par exemple ?

La main tendue aux gaullistes mais le poing dressé aux révolutionnaires

La manifestation du 19 novembre fut un indéniable succès par le nombre des manifestants, par son dynamisme, par le fait que s'y retrouvaient au coude à coude, travailleurs de la CGT et de la CFDT, syndiqués et non syndiqués.

Pourtant, des incidents ont terni cet aspect. Des membres du Parti Communiste, qui par ailleurs ne se sont pas gênés pour diffuser les résolutions du 21e congrès ou le « Programme commun », n'ont pas hésité à attaquer et agresser des vendeurs de notre journal. Près de la gare de l'Est, ils ont frappé nos camarades, à qui ils ont arraché et déchiré des journaux, n'hésitant pas à frapper et jeter par terre une de nos camarades qui a eu le poignet foulé. Cela, alors que plus loin, certains proclamaient la nécessité de « nous unir et de ne pas polémiquer ».

Par ailleurs, tout au long du parcours, ils ont molesté et arraché le drapeau noir d'un groupe d'anarchistes. Quelles que soient les réserves que l'on peut éprouver à l'encontre de l'attitude de certains anarchistes, nous ne pouvons que réprouver l'attitude des staliniens ; la démocratie ne se divise pas.

De belles proclamations de Séguy à la télévision sur la démocratie à la CGT lorsqu'il s'adresse à un public bourgeois, des exclusives et des coups à gauche, telle semble être restée la devise des staliniens.

Grève à l'hôpital psychiatrique de Lommelet (Saint-André - Lille)

A Lommelet, cela fait trois semaines que nous sommes en grève. Tout est parti de la réunion paritaire au cours de laquelle la direction a refusé de satisfaire la majorité des revendications du personnel, notamment celle de la garantie de l'emploi, réclamée par les syndicats depuis plus de trois ans sous la forme de « fonctionnarisation et départementalisation ». Il faut dire que l'hôpital appartient à une congrégation religieuse qui le loue à l'ASRL (société privée à but non lucratif dont le président est le directeur de la banque Scalbert).

Après ce refus, nous nous sommes mis en grève du zèle illimitée, et sur l'initiative des syndicats, nous avons mis sur pied un comité de grève.

Nous avons alors exigé la présence d'un cadre administratif aux admissions des malades, en l'occurrence, le directeur (ce qui, d'ailleurs, entre dans le cadre de ses fonctions). Monsieur le directeur, n'assurant pas les 3 x 8, n'a pas du tout apprécié qu'on le réveille en pleine nuit pour qu'il fasse son travail : il en a même piétiné de rage notre pancarte « Lommelet en grève », et ce devant la famille d'un malade.

Devant notre détermination, la direction menaçait de licencier nos délégués ; mal lui en prit, car le jour même, en réaction, l'occupation des locaux et de plusieurs services administratifs avec piquets de grève était votée à la majorité.

Cette occupation nous a permis de nous rencontrer et de nous organiser. Nous avons mis en place des commissions : affiches, loisirs, téléphone et alimentation (nous nous sommes transformés en cuisiniers car nos estomacs, eux, ne sont pas en grève).

Pour l'instant, le directeur, un ancien officier supérieur, s'évertue à vouloir rassembler le personnel pour lui expliquer qu'il doit être responsable, que les malades ne peuvent pas attendre... Mais c'est le fiasco car nous ne sommes pas dupes, et pour prouver notre détermination, lors de la dernière assemblée du 19 novembre, nous avons décidé de refuser les nouvelles admissions, et le même jour à la manifestation, nous étions une centaine, dédégués par les trois cents grévistes.

Ugine-Kuhlman (Pierre-Bénite) en grève

C'est mercredi 13 novembre que la grève est partie à Pierre-Bénite. Après plusieurs débrayages partiels pour l'ouverture des négociations avec la direction, les syndicats (CGT, CFDT et FO) donnent un mot d'ordre de grève de 24 heures. Les revendications portent sur une révision des classifications « ne devant pas apporter sur les salaires réels une augmentation inférieure à 300 F », **pour une grille continue du manœuvre à l'ingénieur...**

Le mouvement est suivi par la grande majorité des travailleurs. Le jour de la grève, le patron n'est pas là... Les syndicats obtiennent par téléphone une entrevue pour le lendemain à 9 heures. Les travailleurs ne reprennent pas le travail et attendent le résultat de cette entrevue. Les délégués apprennent que la direction n'est prête qu'à lâcher 2 % d'augmentation à compter du 1er novembre. C'est le cri unanime : pas question de reprendre le travail dans ces conditions-là.

C'est la grève totale et des piquets sont organisés devant la porte. Aucun camion ne rentre.

A l'atelier Contact (acide sulfurique), on met la production au minimum technique comme dans chaque grève, mais la direction envoie quatre individus pour arrêter complètement la fabrication et procède au lock-out de l'atelier.

Le pourcentage de grévistes ne diminue pas et on voit même faire grève des chefs qui n'avaient pas fait grève en 1968. L'ambiance est chaude et les travailleurs se sentent encore regonflés par la perspective de la journée du 19 novembre.

Dès lundi, les syndicats organisent leur premier vote pour ou contre la grève. Chacun met son bulletin dans une urne disposée près de l'entrée. Tous les jours suivants, un vote sera organisé de la même façon : toujours une forte majorité pour la grève.

Le succès de la manifestation du 19 et l'annonce que d'autres usines du groupe — comme Watrelos — sont en grève, font que le personnel a le moral. Le mercredi 20, une manifestation est organisée dans Pierre-Bénite et la CGT appelle ses adhérents à se réunir à la Maison du Peuple. Le responsable de l'UD affirme que la lutte doit continuer, éventuellement « sous d'autres formes »... ce qui en dit long sur la volonté réelle des syndicats d'organiser la grève en cours.

Effectivement, au vote quotidien du vendredi 22, les questions deviennent : pour la grève de cette façon ou pour un changement dans la forme d'action. Avec le temps, les syndicats obtiendront peut-être ainsi la reprise du travail avec la vague perspective d'une nouvelle journée d'action.

Mais rien n'est encore joué et lundi ce sera décisif : une bonne majorité de travailleurs gardent le moral et se disent que pour une fois qu'il y a une vraie grève à Ugine, ce n'est pas le moment de laisser tomber...

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
4 ter, rue du Bouloi
Département Presse Offset

Impression : Graphie Presse
Epinay-sur-Seine

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865
PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

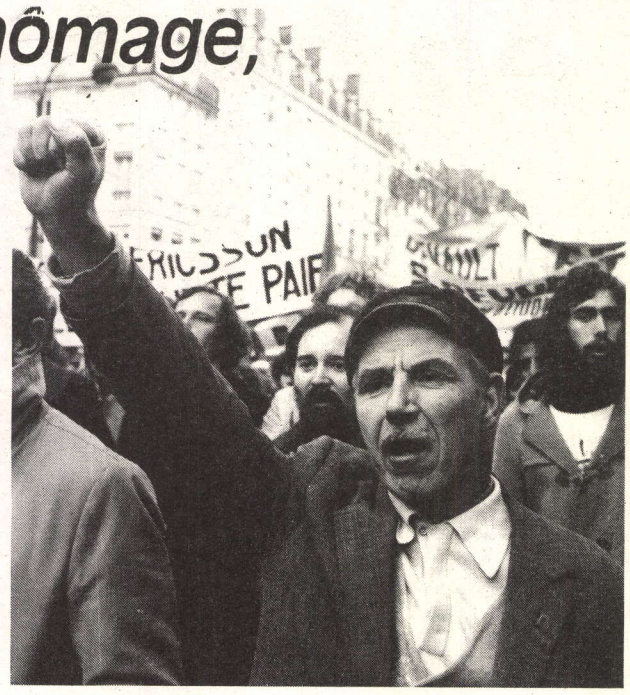
Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :
C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Hausse des prix, chômage,

DEUX RAISONS D'ENGAGER LA LUTTE



CITROEN a réuni, lundi 25 novembre, son comité central d'entreprise pour annoncer plusieurs milliers de licenciements, cinq ou même dix mille nous dit-on ; Renault chômera près d'une semaine en fin d'année. Il y a deux semaines, Rhône-Poulenc-Textile annonçait que des mesures de « chômage technique » de quinze jours à un mois étaient envisagées en décembre ou janvier, qui toucheraient 21.000 travailleurs. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, d'après les statistiques officielles du ministère de l'Emploi lui-même, se serait accru de cent mille en un mois, passant de 530.000 à 630.000 en octobre.

Cette fois, les menaces de chômage partiel ou complet ne pèsent plus seulement sur des entreprises marginales ou dans des secteurs qui se trouvent dans une situation particulière. Ce ne sont plus seulement les travailleurs de Titan-Coder, des Tanneries d'Annonay, du France ou de la Néogravure qu'on veut jeter dehors. C'est toute la classe ouvrière qui est peu ou prou menacée.

De cette récession aujourd'hui, de la crise peut-être demain, les capitalistes et leur gouvernement sont entièrement responsables. Des centaines de milliers de travailleurs se retrouvant à la rue, des entreprises et des machines s'arrêtant pendant que d'innombrables besoins de la population restent insatisfaits : voilà bien la preuve la plus éclatante de la faillite du système capitaliste !

Les bourgeois font banqueroute, mais ils voudraient se servir de cette banqueroute pour nous faire admettre à nous, travailleurs, l'exploitation et les privations.

Hier, quand l'économie tournait à plein rendement, on nous expliquait que nous devions travailler et ne pas revendiquer, parce qu'il fallait permettre à l'industrie du pays d'investir et de se développer.

Aujourd'hui on nous explique qu'il faut accepter l'austérité et les restrictions pour permettre de sortir de la crise. En brandissant la menace du chômage et des licenciements, on voudrait nous faire tout accepter.

Comme si les difficultés économiques actuelles ne prouvaient pas justement l'incapacité totale de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui possèdent les usines et les capitaux, à éviter quoi que ce soit. Pendant des années, dans une situation économique favorable, ils ont accumulé des bénéfices sur notre dos, sur notre travail. Maintenant ils prétendent ne pas avoir d'autre solution que de mettre au chômage les travailleurs. Mais une solution, il y en a une ! Qu'ils prennent sur leurs bénéfices ou sur leur capital pour maintenir le niveau de vie des travailleurs. Qu'ils répartissent le travail entre tous, en diminuant l'horaire hebdomadaire et en maintenant les salaires.

En ce moment même le gouvernement est en pourparlers avec Citroën et Peugeot pour les aider à fusionner. Il est question qu'il éponge lui-même une partie du passif de Citroën en versant 40 milliards d'anciens francs au nouveau groupe industriel qui se constituerait. Ainsi, pendant qu'ils mettent des milliers de travailleurs au chômage, MM. Michelin et Peugeot reçoivent des milliards d'anciens francs payés par nos impôts. La voilà, l'austérité prêchée par Giscard, Chirac et consorts !

Face aux menaces de chômage et de licenciements nous ne devons surtout pas baisser la tête. Ce serait le meilleur moyen pour que patrons et gouvernement en prennent à leur aise et que ces menaces deviennent réalité. Partout et toujours, ce n'est que lorsque les travailleurs ont refusé d'accepter les licenciements, se sont battu, se sont mis en grève, ont occupé leur usine, ont manifesté, en un mot ont montré que cela ne se passerait pas sans risque pour les patrons et le gouvernement que ceux-ci ont alors cherché... et trouvé une solution.

Nous ne devons pas accepter les licenciements. Nous ne devons pas davantage accepter, sous cette menace, la baisse de notre niveau de vie ou l'aggravation de nos conditions de travail.

Le combat sur ces deux plans est fondamentalement le même. La lutte des postiers rejoint celle des travailleurs de Néogravure, celle de la Fonction Publique renforce celle des marins ou des tanneurs.

On méprise et on écrase les faibles. On respecte ceux qui sont forts. A nous de choisir.

Arlette LAGUILLER.

Citroën subventionné pour cause de licenciements

DEPUIS des semaines, des bruits couraient concernant des licenciements chez Citroën. Les choses, aujourd'hui, se précisent. Le comité d'entreprise est convoqué pour le lundi 25 novembre avec à l'ordre du jour le point suivant : « **projet de licenciement collectif conjoncturel pour motif économique** ». Ce seront plusieurs milliers de travailleurs qui se verront jetés à la rue. Les patrons décident en maître, et du sort de leurs usines, et de celui des ouvriers qui y sont exploités. A la fin du siècle dernier, Jules Guesde disait d'eux qu'ils fermaient leurs usines aussi naturellement qu'ils refermaient leur tabatière. Les choses n'ont guère changé en ce domaine, sinon que l'usage de la tabatière a pratiquement disparu.

Ainsi, dans ce système, les patrons ont tous les droits. Ils peuvent durant des années organiser la production en dépit du bon sens ; bon sens qui voudrait que l'on produise dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Mais leur bon sens signifie pour les capitalistes qu'ils assurent le maximum de profit le plus rapidement possible. Et que leur importe ensuite le déluge, puisqu'ils conserveront les richesses qu'ils ont accumulées durant les périodes fastes, tandis que ceux qui ont, par leur labeur, créé ces richesses, seront laissés, totalement démunis, sur la berge. Et c'est au nom de cette conception que les patrons et les spécialistes qui sont à leur service revendiquent la gestion de la société. Une gestion qui se résume par des catastrophes telles celle qui menace aujourd'hui.

Il est vrai que la société est organisée de telle façon que les responsables de la situation ne soient pas ceux qui en subissent les effets. Car si l'on a instauré une loi pour que les « casseurs soient les payeurs », elle ne s'applique pas aux capitalistes. Cela est illustré très concrètement par l'affaire Citroën. En effet, au moment même où l'on annonçait les licenciements, on laissait entendre que le gouvernement accorderait à Citroën — en fait à Michelin qui est le prospère propriétaire de Citroën — une subvention. C'est nous dit-on, pour surmonter les difficultés qui résulteraient de la fusion prochaine entre Citroën et Peugeot. On peut difficilement aller plus loin dans le cynisme. D'un côté on jette des milliers de travailleurs sur le pavé. De l'autre, on distribue largement des mannes de l'Etat au profit de ceux qui licencient. Et cette fois, le gouvernement ne lésine pas. « **L'effort du gouvernement serait considérable** » dit **Le Monde.** Les chiffres annoncés par les journaux évoluent de 40 à 100 milliards d'anciens francs. S'il y a dix mille licenciés, cela ferait 10 millions d'anciens francs reçus par les patrons de Citroën pour un travailleur jeté à la rue. Jolie prime de licenciement pour la famille Peugeot ou la famille Michelin. Giscard est bon avec les siens dans les périodes difficiles.

Mais il n'a, à aucun moment, été envisagé de distribuer cette somme aux travailleurs. Non ! La logique du système capitaliste se refuse à une telle proposition. Pas question de donner cet argent prélevé grâce à l'impôt sur les revenus des couches laborieuses aux travailleurs eux-mêmes. Par contre, il sera reversé aux patrons pour maintenir, dit-on, leur « potentiel économique », c'est-à-dire la machine à produire leurs profits, et les profits eux-mêmes.

L'affaire Citroën illustre sans fard ce que valent les discours de Chirac et autres bonimenteurs sur l'intérêt général, sur la nécessité de se serrer en commun la ceinture. Chaque cran imposé aux travailleurs permet aux capitalistes de prospérer. « Que toute la société meure mais que nous, nous survivions », telle est leur devise.

Jean-Pierre VALI.

sommaire

DANS LE MONDE

Page 4
— Les élections en Grèce.
Page 5
— Israël : à Beith Shean, la barbarie au XX° siècle.
— La répression en Espagne.
— Les fusillades en Ethiopie.
Pages 10 et 11
— Israël en crise.

EN FRANCE

● Politique intérieure

Page 6
— Une base aérienne près de Clermont-Ferrand.
— A Besançon, des locataires de HLM protestent.
— Plessis-Robinson : les stagiaires du centre AFPA.
Page 7
— Le projet de loi sur l'avortement.
— L'intox du gouvernement après la grève du 19 novembre.
— Uri Geller et le surnaturel.
— L'armée briseuse de grève.

● Dans les entreprises

Pages 8 et 9
— La journée du 19 novembre : grèves et manifestations.
Page 12
— Echos des entreprises.
Page 13
— La situation à la Néogravure.
— Imprimerie : à propos d'une revendication de la CGT.
— Jours chômés chez Renault.
Page 14
— La lutte dans les hôpitaux de la région parisienne.
— L'hôpital de Grenoble - La Tronche en grève.
— Misère et barbarie des hôpitaux psychiatriques.
Page 20
— La grève dans les PTT.
— Aux Chèques Paris-Bourseul.
— A Paris-Austerlitz.
— A Bordeaux-Chèques.

DIVERS

Page 15
— Livres **Les hommes de la Liberté,** de Claude Manceron.
— **L'insurrection malgache de 1947,** de Jacques Tronchon.
Pages 16 et 17
— Feuilleton : **Le dernier civil,** de Ernst Glaëser.
Page 18
— Cinéma : **Mai 68,** de Gudie Lawaetz.

REUNIONS PUBLIQUES

Les luttes actuelles les organisations ouvrières et le gouvernement

A Paris
VENDREDI 29 NOVEMBRE
20 h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris V°
(Métro Maubert-Mutualité)

A Lyon
VENDREDI 6 DECEMBRE
20 h 30
Palais du Travail
(VILLEURBANNE)

A Grenoble
JEUDI 5 DECEMBRE
20 h 30
Salle Millet
(rue Millet)

Les élections grecques :

Caramanlis maître du jeu

LE résultat des élections grecques est finalement très significatif de la situation politique telle qu'elle s'est dessinée après la crise de l'été dernier.

C'est la droite qui sort renforcée de ces élections. C'est elle aussi que la junte avait appelée au pouvoir. Le centre et la gauche qui formaient la majorité en 1964 accusent un net recul.

Le grand vaincu est sans conteste le Centre, l'ancien parti de Georges Papandréou, qui passe de 52,75 % des voix en 1964 à 20,42 % des voix aujourd'hui ; à gauche, le nouveau Parti Socialiste « panhellénique » d'Andréas Papandréou est loin de retrouver les voix perdues par le Centre. Quant à la gauche unie (l'EDA et les deux Partis Communistes), elle perd 2 % de ses suffrages par rapport à 1964 et plafonne à 9 % environ. Incontestablement, Caramanlis a obtenu la majorité des suffrages, et les élections viennent ainsi de légitimer le geste des colonels.

La gauche unie explique son recul par l'importance de l'émigration de travailleurs qui, s'ils étaient restés en Grèce, auraient voté pour elle et par le fait que la jeunesse se trouvait écartée du scrutin. Mais ces explications sont bien insuffisantes.

Après sept ans de dictature, le peuple grec n'a pas tourné ses espoirs vers la gauche ou même vers le centre. Il a choisi « contre le retour des chars », l'homme qui lui paraissait être le meilleur rempart, c'est-à-dire un homme de droite qui ne s'était pas compromis avec la junte mais qui était accepté par elle, et qui bénéficiait d'une certaine audience internationale. Ce vote prétendument « utile », consacre le fait qu'à aucun moment ni la gauche ni la classe ouvrière grecques n'aient joué de rôle dans les changements politiques intervenus depuis juillet dernier. Ce n'est pas la classe ouvrière grecque qui a chassé la junte. C'est la junte qui, après l'échec de son initiative à Chypre, a choisi de laisser la place politique et a, elle-même, rappelé Caramanlis de son exil. La fin de la dictature n'a donné lieu ni à une insurrection populaire, ni même à un coup d'Etat comme au Portugal ; c'est par consentement mutuel que la junte et Caramanlis ont assuré la passation des pouvoirs officiels des militaires aux civils. Et encore cette passation est loin d'être complète puisque la plupart des hommes de la junte occupe toujours non seulement dans l'armée mais dans toutes les forces de l'ordre — et même dans la vie politique — des places déterminantes.

L'explosion de joie qui a salué le retour de Caramanlis et le rétablissement des libertés démocratiques, ont bien exprimé la haine du peuple grec contre la dictature et l'élan populaire pour une forme de gouvernement démocratique, mais il n'y a eu aucune mobilisation indépendante de la classe ouvrière, ni sur des revendications politiques, ni sur des revendications économiques. La gauche, respectueusement, a attendu les élections, avec d'autant plus de respect que Caramanlis avait accepté la légalisation du PC. C'était de Caramanlis que les gestes démocratiques étaient attendus, c'est à lui qu'on les demandait. En fait, la gauche elle-même, a contribué à faire de Caramanlis l'homme-clé de la situation. Or, jusqu'ici, Caramanlis n'a eu aucun besoin d'associer la gauche au pouvoir.

Le portrait de Caramanlis porté en triomphe par ses partisans au lendemain de l'annonce de sa venue au pouvoir. Les élections viennent de légitimer le geste des colonels. (Ph. AFP)

De ce point de vue, la situation quoique comprenant de nombreuses similitudes est assez différente de celle du Portugal. Au Portugal, c'est tout de suite que Spinola lui-même et en tout cas le Mouvement des Forces Armées ont fait appel au PCP et au PS. Non pas que la mobilisation populaire ait été plus grande au Portugal ou que la classe ouvrière ait joué un rôle quelconque dans le renversement de Caetano ; mais la bourgeoisie portugaise a fait d'emblée le choix d'associer les partis de gauche au gouvernement. Elle en avait besoin pour mener son nouveau cours politique et économique qui demandait non seulement l'adhésion populaire mais sa participation à l'effort de production national. Ce faisant, en invitant la gauche au pouvoir, elle a du même coup favorisé son développement car elle démontrait clairement qu'il était possible d'être pour le PCP et pour le gouvernement, d'être pour le PCP sans craindre une réaction immédiate de l'armée et le « retour des chars ».

Cette démonstration est loin d'être faite en Grèce. Pour l'instant, la bourgeoisie grecque a pu se passer du soutien et du concours de la gauche. Elle l'a donc maintenu dans son ghetto. Rien ne dit que demain, face à l'aggravation de la situation économique, elle ne changera pas de politique bien que le résultat des élections ne soit pas fait pour la convaincre de l'intérêt qu'elle aurait à avancer une telle solution, mais pour aujourd'hui, elle dispose avec Caramanlis d'une carte politique plus classique et plus sûre pour elle.

Aussi la gauche grecque, qui malgré ses offres de service à Caramanlis s'est vue une nouvelle fois refusée, s'est-elle présentée à ses élections sans perspectives et sans politique. Le chantage au « retour des chars » en cas de succès de la gauche qui a été le thème central de la campagne de Caramanlis a joué contre elle. Non seulement il n'y a eu aucun raz de marée à gauche, mais elle a même perdu des voix. C'est la rançon de son allégeance à Caramanlis dont elle continue à tout attendre.

Colette BERNARD.

Manifestation étudiante contre le gouvernement Caramanlis en octobre. « Le peuple grec ne peut faire le détail de la tyrannie » est-il écrit. La gauche cependant a perdu des voix. (Ph. UPI)

Afrique du Sud :

Lorsque Vorster cherche à aménager l'Apartheid

LE 8 novembre, à la séance du Conseil représentatif des Métis, Vorster, le Premier ministre sud-africain, a déclaré vouloir donner plus de pouvoir à ce Conseil et, en particulier, une autonomie en ce qui concerne l'administration des deux millions de Métis qui vivent en Afrique du Sud.

Sous un jour qui se veut libéral, le régime sud-africain institutionnalise un peu plus l'Apartheid. Après la création des « Bantoustans », régions regroupant les Noirs selon des critères prétendument ethniques et jouissant d'une autonomie interne, c'est aux Métis que le régime propose de jouer le même jeu de dupes.

Car, pour les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud, il n'est pas question de toucher à l'Apartheid. **« Ne nous méprenons pas, l'Afrique du Sud blanche sera dirigée par des Blancs »**, avait cru bon de préciser Vorster quelques jours auparavant. Or, qu'est-ce que l'Afrique du Sud « blanche », sinon tout le pays moins quelques territoires pauvres transformés en vastes camps de concentration pour Noirs et... « autonomes » ?

Pour les dirigeants sud-africains, pas question de toucher à ce régime de terreur envers les travailleurs noirs, métis ou indiens qui exacerbe du mieux qu'il peut les haines ethniques, raciales pour assurer la domination d'une minorité de Blancs. Mais le but qu'ils visent, c'est tenter de rendre moins hideux le visage de l'Apartheid, de le camoufler pour avoir l'air plus respectable vis-à-vis de l'opinion mondiale... Et entretenir des relations avec les puissances impérialistes comme les USA, la France ou l'Angleterre sans que celles-ci se voient critiquées.

Mais la ficelle est un peu grosse.

J.-J.F.

En Italie, les travailleurs s'opposent aux hausses des services publics

FACE à l'augmentation constante du coût de la vie, les travailleurs de Turin et de Milan refusent les hausses des tarifs publics : c'est la « désobéissance civile » comme a été baptisé le mouvement.

A Milan, les usagers qui refusaient d'accepter les hausses du prix des transports ont été soutenus par les syndicats qui ont mis en vente des tickets d'autocars à prix réduits. A Turin, près de 70.000 personnes ont avisé la compagnie nationale d'électricité ENEL qu'elles ne paieraient pas l'électricité au nouveau tarif, c'est-à-dire avec une augmentation de 70 % et la moitié d'entre elles ont déjà réglé leur facture selon l'ancien tarif.

Cette intervention des travailleurs qui refusent les hausses incessantes ne sont naturellement pas du goût de tous. Et l'ENEL (l'équivalent de l'EDF en France) pousse des hauts cris et parle de faillite : le refus des hausses compromettrait le programme de développement des centrales nucléaires et mettrait en cause la politique énergétique de l'ENEL. Dans le même temps, la compagnie continue de facturer à Fiat le kilowatt-heure à 8 lires alors qu'il lui revient à 12 lires !

En Italie comme en France, les services dits publics ne sont en réalité au service que des capitalistes. Mais, à Turin et à Milan, les travailleurs appliquent eux-mêmes une saine conception du service public !

Isabelle DUBOIS.

ISRAEL A Beith Shean, la barbarie au 20e siècle

A Beith Shean, en Israël, ce sont des scènes dignes du Moyen-Age qui se sont déroulées mardi 19 novembre, à la suite d'une prise d'otages par un groupe de fedayin palestiniens. Lorsque les trois membres du groupe ont été abattus par la police, la foule s'est ruée dans l'appartement où ils s'étaient réfugiés. Leurs corps ont été jetés par la fenêtre, puis brûlés à l'essence sur la place publique, après avoir été piétinés par la foule. Celle-ci tournait autour des cadavres en feu, criant « Brûlez Arafat, brûlez Arafat ! » Dans sa fureur, elle a même brûlé un des habitants de la maison, le prenant pour un des Palestiniens !

Telle est l'incroyable scène que l'on a pu voir, en particulier, à la télévision française. La police et l'armée israéliennes, qui étaient intervenues auparavant pour régler de façon expéditive le problème posé par la prise d'otages, en attaquant le plus vite possible, ne sont pas intervenues, par contre, lorsque ce lynchage s'est déroulé. Ce n'est que plus tard que le gouvernement et les journaux israéliens, unanimes, l'ont déploré, comme « contraire aux principes de la Thora », et l'ont qualifié d' « acte de barbarie qui a terni le nom d'Israël ». Et de jurer que des poursuites seront engagées, et contre les meneurs et contre les responsables de la police qui ne sont pas intervenus.

Mais il est facile au gouvernement israélien de déplorer maintenant ces actes d'une barbarie moyenâgeuse, et même de trouver quelques « meneurs » à emprisonner. Cela soulagera sa conscience et celle de chacun. Mais sa politique porte une lourde responsabilité. C'est sa politique qui a injecté dans la population israélienne, pendant des années et des années, le poison du nationalisme, la haine de l'Arabe. C'est elle qui a mis pendant des années le peuple israélien sur le pied de guerre, lui présentant les Arabes comme un peuple contre lequel la seule méthode à utiliser est le massacre et, en tout cas, la force. C'est cette politique qui a créé toutes les conditions, non seulement pour que des drames comme les prises d'otages se déroulent, mais pour que, en réponse, des scènes comme celle de Beith Shean aient lieu.

Les cadavres des fedayins sont brûlés par la foule. (Ph. U.P.I.)

Oui, il sera trop facile au gouvernement israélien de condamner le lynchage de Beith Shean. Il ne manquera sans doute pas de gens en Israël, pour laisser entendre que cette barbarie n'est pas étonnante, Beith Shean étant une ville d'immigrants Juifs orientaux, qui sont justement, eux aussi considérés avec racisme par la colonie des Juifs européens. Mais c'est toute la société, et la société israélienne en particulier, qui sécrète cette barbarie, en plein XXe siècle. Une barbarie qui s'appuie à la fois sur les moyens d'une armée ultra-moderne et sur les préjugés et les haines les plus moyenâgeux. Ce sont les gouvernants israéliens qui ont appris depuis des années à la population que le meilleur moyen de se défendre contre les Arabes est d'envoyer des avions bombarder et brûler leurs villages. Brûler des villages entiers en appuyant sur un bouton dans un avion est-il donc moins barbare que brûler les corps de Palestiniens sur une place publique ?

Alors, cette barbarie en plein XXe siècle, il ne suffit pas de la condamner pour en être exempt. Il y a des responsables. Elle sort directement de toute la société capitaliste. Les maîtres de celle-ci peuvent bien se voiler la face pudiquement lorsqu'elle prend un caractère trop insoutenable, et surtout trop voyant. C'est eux qui la fabriquent à longueur d'année, et qui s'en servent.

André FRYS.

Lire également nos articles en pages 10 et 11

ESPAGNE

RÉPRESSION QUOTIDIENNE

EN Espagne, la répression continue de s'abattre sur le mouvement ouvrier, et particulièrement sur le PCE et l'ETA.

Et dans ce pays qui se veut un paradis ensoleillé pour touristes, ce ne sont qu'arrestations arbitraires, tortures, isolements et procès truqués.

A Madrid, trente-huit ouvriers agricoles d'Andalousie, arrêtés en décembre 1970, et accusés d'être membres du Parti Communiste Espagnol sont actuellement traduits devant le tribunal dit « de l'ordre public » et risquent des peines allant de douze mois à douze années de prison.

Le 19 novembre dernier à Burgos, le Tribunal militaire condamnait trois militants basques de l'ETA — qui purgeaient déjà des peines de trente ans de prison — respectivement à 53, 68 et 52 ans de prison ! Et toujours à Madrid, neuf syndicalistes basques risquent de six à trente et un ans pour « terrorisme, association illicite et propagande illégale ».

D'autres militants risquent actuellement la peine de mort. C'est le cas d'Antonio Duran Valasco, Lidia Falcon et Eva Forest, arrêtés le 16 décembre dernier, après l'attentat du drugstore de la Puerta del Sol, qui avait fait douze morts, attentat attribué par la police au PCE et à l'ETA basque.

Le docteur Eva Forest, qui vient d'être inculpée non seulement pour cette affaire, mais aussi pour l'exécution de Carrero Blanco a pu faire parvenir de sa prison un témoignage sur les conditions de détention qu'elle subit avec ses camarades.

Interrogée durant neuf jours, insultée, frappée jusqu'à perdre connaissance, subissant les humiliations que les tortionnaires réservent aux femmes, Eva Forest a croisé dans les couloirs de la prison ses camarades portant eux aussi les marques de la torture, marchant avec difficulté.

La torture est une pratique courante dans les prisons franquistes. Elle révèle toute la haine de la dictature pour qui ose relever la tête, mais aussi toute la crainte de la bourgeoisie espagnole face à un mouvement ouvrier qui ne cesse de se développer.

A Barcelone, six mille ouvriers des usines SEAT sont en grève depuis le 19 novembre et à la société de matériel électrique FECSA, ce sont deux mille travailleurs qui ont cessé le travail.

Et toute la répression, tout le zèle des tortionnaires, n'empêchera pas la classe ouvrière espagnole et les militants de gauche et d'extrême-gauche de continuer le combat.

ITALIE

Encore un petit tour

APRES 46 jours de crise, Aldo Moro, un des dirigeants de la Démocratie Chrétienne succède à Mariano Rumor, autre leader de la Démocratie Chrétienne, à la tête du gouvernement : le troisième de l'année.

Ce que durera ce gouvernement, bien malin qui pourrait le dire. Car si Aldo Moro dispose d'une majorité à la Chambre, c'est de la même que disposait son prédécesseur : et il est, comme lui, à la merci d'un mouvement d'humeur d'un des quatre partis qui le soutiennent et qui, pour une raison ou pour une autre, peuvent du jour au lendemain passer dans l'opposition. Car pas plus que Rumor, ou tout autre dirigeant de la Démocratie Chrétienne, Moro n'a l'autorité suffisante pour imposer sa politique à tous ces partis. Pas plus que Rumor, Moro n'a les moyens de résoudre les problèmes économiques qui se posent de façon de plus en plus aiguë à l'Italie : l'inflation, qui atteint 25 % et le chômage qui s'étend.

En fait, le gouvernement Moro est une solution de moindre mal pour les hommes politiques italiens. Ils n'y sont venus que pour éviter d'avoir recours à des élections anticipées : de telles élections auraient peut-être rééquilibré les forces politiques à la Chambre, permis d'y constituer une majorité plus stable. Mais dans les circonstances actuelles, cela se serait fait au profit du Parti Communiste Italien qui vient justement de remporter des succès dans des élections municipales partielles.

Et justement, la bourgeoisie italienne dans son ensemble n'est pas prête à accepter le «compromis historique» que lui propose le PCI, c'est-à-dire à le laisser quitter avec ses 179 députés l'opposition systématique où elle le cantonne depuis plus de 25 ans, pour participer à la gestion de ses affaires en échange de son influence sur les travailleurs.

Il n'y a donc aucune raison, dans ces conditions de crise parlementaire et de crise économique pour que le gouvernement Moro, bâti sur la même majorité, composé à peu de chose près des mêmes hommes et des mêmes partis que ses prédécesseurs, fasse mieux et dure plus longtemps qu'eux.

En Italie, entre deux crises, on est reparti pour un petit tour.

André ROUSSEL.

ETHIOPIE

Nouveau régime, anciennes méthodes

L'EXECUTION de 60 personnes, officiels de l'ancien régime ou membres du nouveau, tel est le dernier épisode en date du coup d'Etat qui a renversé le Négus, empereur d'Ethiopie, au profit des militaires.

Peu à peu, tous les pays d'Afrique voient se produire de tels coups d'Etat qui portent les militaires au pouvoir.

Indépendants depuis longtemps, ou indépendants de fraîche date, dans tous ces pays la démocratie n'est pas possible. Certains ont conservé longtemps des structures monarchiques. Mais cela était dû au soutien par l'impérialisme des structures féodales qui lui permettaient de gouverner en s'appuyant sur les classes dirigeantes traditionnelles.

L'indépendance d'un grand nombre de pays d'Afrique n'a pas conduit à l'installation de régimes démocratiques, mais neuf fois sur dix à l'instauration de dictatures militaires. Les pays qui, comme l'Ethiopie étaient indépendants de longue date subissent une évolution parallèle.

Il est probable que les militaires éthiopiens vont prétendre construire une société moderne, voire socialiste. Mais les exécutions qui viennent d'avoir lieu montrent que le nationalisme, voire le socialisme, ne leur servira que comme prétexte à maintenir les paysans dans la misère, et les travailleurs dans la résignation.

Besançon :

Les locataires des HLM refusent les charges majorées

A Besançon, une cinquantaine de locataires des HLM de Montrapon a investi, le lundi 28 octobre à 17 heures, les bureaux du Comité Régional de Logement afin de demander des comptes.

En vingt ans, ces HLM ont été largement amortis sur notre dos. Et pourtant, loyers et charges ne cessent d'augmenter. Un F4, charges comprises, revenait il y a vingt ans à 110 F, en juin 1974 à 209 F, et en octobre à 440 F, sous prétexte que le chauffage collectif a été installé. Voilà bien, pour la région de Besançon, des HLM de luxe si l'on s'en tient au prix.

En fait, il s'agit plutôt de taudis et la liste de nos doléances est longue :

Les réparations chèrement payées sont inexistantes ; murs lézardés et sales, tuyauteries pourries qui refoulent les eaux usées, etc., portes mal jointes, vitres des cages d'escaliers cassées, minuteries perpétuellement en panne (prix de revient : 240 F environ par an pour une cage de dix locataires).

En juin dernier, un court-circuit a provoqué un incendie dans une cage d'escalier. Depuis lors, aucune réparation n'a été effectuée.

Et pour comble, voici ce qui est arrivé dernièrement à l'un d'entre nous : ses W-C étaient bouchés, il a lui-même fait le travail avec du matériel emprunté au CRL... et il a reçu la facture : 41,80 F.

Le chauffage installé depuis peu dans deux des cinq cités de Montrapon est le point noir. Tout d'abord, les appartements dégradés par la pose des radiateurs n'ont pas encore reçu la visite des CRL pour l'état des lieux en trois mois. Alors, certains d'entre nous, las de voir ces murs troués et sales ont déjà réparé. C'est sans doute ce qu'attendait le CRL ! De plus, payer 1.812 F par an pour avoir 15 degrés dans les appartements parce que les chaudières sont maintenues au ralenti, il y a de l'abus !

Mais cette fois, le CRL ne nous fera pas avaler la couleuvre. Constitués en association depuis juin, nous nous organisons. A la dernière réunion, plus de cent personnes décidèrent d'une délégation le lundi 28 pour obtenir une diminution des charges et des justifications, en faisant la grève des charges.

Le moral est bon, certains d'entre nous ont déjà fait du porte-à-porte pour étendre le mouvement et faire signer des pétitions. Des affiches manuscrites sont collées dans toutes les cages d'escaliers. Nous informons les locataires par voie de tracts. Nous sommes bien décidés à obtenir notre dû.

Et, désormais, nous ne sommes plus seuls puisque mercredi 30 octobre s'est tenue une réunion de toutes les associations de locataires de la ville où il a été décidé de proposer sur tous les quartiers une grève des charges et une manifestation.

Une affaire qui risque de faire du bruit...

Correspondant LO.

Clermont-Ferrand :

Un comité, des avions et des paroles de ministre

Implanter une base-école pour l'entraînement des jeunes pilotes à proximité d'une grande ville en expansion, c'est le genre de décision que les autorités militaires prennent avec le mépris envers les civils qui les caractérise.

C'est ainsi que depuis plus de dix ans, les avions de la base militaire d'Aulnat viennent survoler à basse altitude les quartiers d'Herbet, Montferrand, la ZUP La Plaine, Flamina et Gerzat. Des pétitions ont bien circulé, des protestations se sont bien élevées, mais en vain. De temps en temps, quelques échos passent dans la presse locale : un élu pour rappeler son existence fait une déclaration, il a accompli son devoir.

Pendant ce temps, les Fouga Magister de la base passent toujours. Deux, quatre, six, aile dans aile, à cent ou deux cents mètres d'altitude, vrombissant au-dessus des quartiers surpeuplés, de 6 heures du matin à 10 heures du soir quand ce n'est pas plus tard. Le repos de tous est perturbé, interdit à ceux qui travaillent la nuit et ils sont nombreux dans les cités Michelin.

Contre le bruit, devant le danger que représentent les risques d'un accident qui entraînerait une catastrophe, un comité s'est monté depuis six mois, pour obtenir le départ de la base vers des zones inhabitées. Les réponses obtenues par le comité, des différentes autorités, révèlent le très haut intérêt que ces messieurs portent à l'affaire.

Le ministre de la Défense fera « tout son possible » pour limiter les nuisancese, mais sans doute ne peut-il pas grand-chose. Giscard-candidat fera respecter strictement les règlements des vols interdisant les survols des zones à dense population, mais Giscard-président recule devant les « impératifs de la Défense nationale ». Enfin, le préfet s'intéresse de très près à l'affaire, le ministère de la Qualité de la vie étudie le dossier, quant à Chirac, lui, il « l'examine ».

(Ph. A.F.P.)

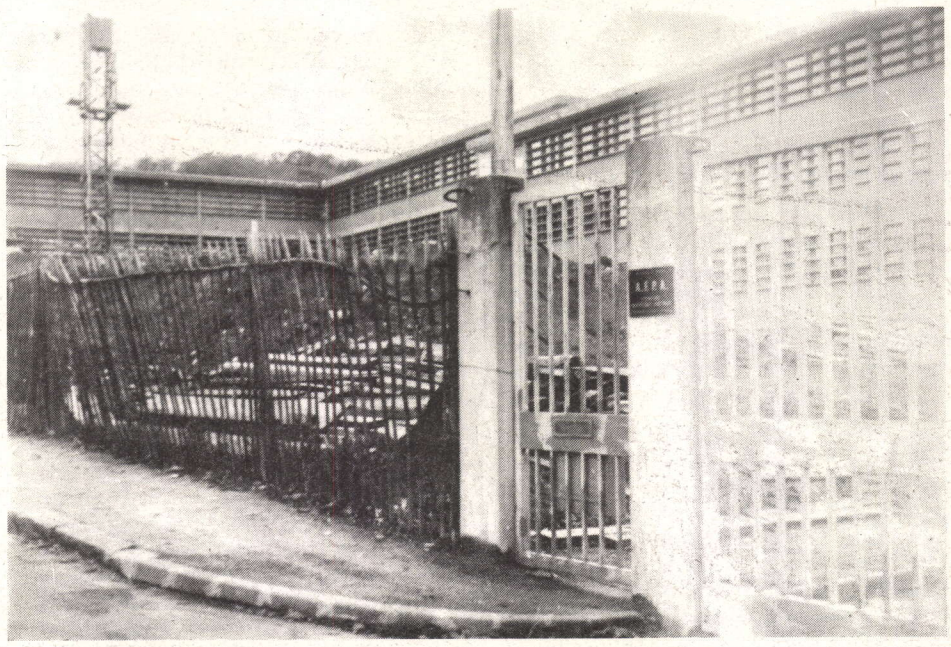
Mais le comité a organisé plusieurs manifestations : conférence de presse, réunions publiques, rassemblement dans la rue il y a quelques jours où près de deux cents personnes sont venues affirmer leur volonté de voir la base déplacée.

Depuis que les gens s'organisent, les élus viennent apporter leur soutien député en tête, mais ce sur quoi les gens comptent pour avoir gain de cause, c'est d'abord sur leur propre force, et le comité est décidé à poursuivre son action.

Correspondant LO.

Centre AFPA du Plessis-Robinson

Tout marche à l'économie, mais . . . les stagiaires, eux, ne marchent pas



(Pn. L.O.)

Cent dix grammes de viande par jour, quatre-vingt-dix grammes en fait une fois qu'elle est cuite : voilà par exemple ce qu'on nous sert à la cantine de l'AFPA du Plessis-Robinson. Le reste à l'avenant. Et malheureusement, il n'y a pas que sur la quantité qu'on rabiote, mais sur la qualité aussi.

Seulement voilà : qui ne dîne pas ne dort pas... Et nous avons décidé de prendre nos affaires en mains. Il y a de cela un mois maintenant, un groupe de « délégués de cantine » demandait une entrevue avec la direction. Réponse : **« Le directeur est malade », « On n'y peut rien et on n'a pas que ça à faire »,** et, argument suprême : **« Si tous les stagiaires ne sont pas bien servis, c'est qu'il y en a qui se servent mieux que d'autres »** !

Voyant que la direction faisait la sourde oreille, une quinzaine de stagiaires décidait alors de boycotter la cantine. Mais nous ne fûmes pas plus nombreux, car les salaires à l'AFPA sont aussi maigres que la pitance (en général 1.000 F par mois, mais 600 F pour certains) et pour beaucoup, boycotter la cantine voulait dire se priver carrément de repas.

Puis, profitant d'une inspection du Centre par le directeur régional de la FPA, nous sommes venus lui remettre une pétition — largement signée — au beau milieu de son repas, à la table de la direction. Ces messieurs en avaient l'appétit coupé... chacun son tour ! Après le repas, vive discussion d'une heure et demie avec ces messieurs. Ils veulent faire retomber sur le personnel la mauvaise qualité de la cantine... mais nous refusons ce mensonge et nous nous déclarons solidaires du personnel, qui est lui aussi victime des économies de la direction.

Finalement, comme par hasard, après cette petite explication avec le directeur, la nourriture s'est nettement améliorée.

A l'AFPA du Plessis, c'est vraiment la formation accélérée ; en un mois, nous aurons appris que les patrons et l'Etat se moquent des travailleurs, font des économies sur leur dos (et sur leur ventre, devrait-on dire !), et que seule la lutte paye.

Le projet de loi sur l'avortement en discussion

LA commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a amendé dans un sens plus libéral le projet de loi sur l'avortement.

Un certain nombre de dispositions procédurières ont été supprimées.

En particulier les femmes ne seraient plus tenues de fournir une demande écrite, car une telle mesure ne pouvait qu'effrayer les plus démunies d'entre elles et, par crainte des traces écrites, les faire recourir à l'avortement clandestin.

De même, l'obligation d'avoir un entretien avec une conseillère d'un centre de consultation familiale serait supprimée.

La femme qui désirerait se faire avorter serait tenue de passer une visite médicale et, une semaine après, de se faire inscrire dans un établissement d'hospitalisation... dans le temps imparti.

Toujours d'après ce projet modifié, c'est le médecin qu'elle aura consulté qui serait tenu, d'une part de l'informer des risques qu'elle encourt sur le plan médical, d'autre part de la possibilité de consulter une assistante sociale qui devra lui fournir un dossier-guide comportant noms et adresses des organismes habilités à la conseiller...

La période pendant laquelle une femme peut obtenir, sur sa demande, un avortement non thérapeutique serait légèrement allongée puisque ce n'est pas l'intervention qui devrait avoir lieu avant la fin de la dixième semaine de grossesse, mais le dépôt de la demande.

Le remboursement des frais par la Sécurité sociale, par contre, n'est pas mentionné, quoique la commission ait suggéré qu'il en soit ainsi en assimilant l'avortement à « un acte médical assorti de toutes les prérogatives attachées à cette notion ».

Ce projet n'est cependant encore qu'un projet puisqu'il va devoir subir l'épreuve de l'Assemblée nationale et celle-ci compte suffisamment de bigots, cagots et autres obscurantistes pour que son rejet — ou sa mutilation — soit probable. Cependant, nous venons de voir, avec l'adoption du projet de loi sur la contraception, que ces fossiles réactionnaires sont tout à fait capables d'accepter aujourd'hui ce qu'ils refusaient hier au nom de l'intérêt national ou de Jésus-Christ... à condition toutefois que la pression soit suffisante !

Isabelle DUBOIS.

Le surnaturel, une affaire qui marche

Ainsi, grâce à son mystérieux fluide, Uri Geller, cet ex-parachutiste israélien reconverti dans le surnaturel, aurait fait marcher des montres hors d'usage et se tordre des clés.

C'est du moins ce qu'affirment sans rire et avec fracas la quasi totalité de la presse, et pas seulement la presse dite à sensations, mais aussi la radio et la télé d'Etat.

On dit même qu'Uri Geller aurait tordu les tubes des canons de plusieurs chars égyptiens durant la guerre du Kippour !

Et il se trouve des gens, parfois même réputés intelligents qui auraient de leurs yeux vu le miracle des montres et des clés, tout comme au Moyen-Age la présence des monstres et des démons était attestée par de nombreux témoignages.

Que se produise un illusionniste peu scrupuleux, et on se rend compte alors que Galilée, Newton, Einstein et avec eux toutes les lois de la physique ne pèsent pas bien lourd devant un Uri Geller, ses clés et ses montres.

Oh bien sûr, nous ne connaissons pas le truc qu'utilise Geller. Deux illusionnistes ont cependant fait une telle démonstration dans l'émission de Philippe Bouvard du samedi soir 23 novembre.

Mais remarquons que l'état-major israélien préfère acheter toujours plus de nouveaux armements en jetant son pays dans la crise, plutôt que de faire confiance aux dons de son tordeur de canons.

Si l'apparition d'un charlatan de plus, vivant de la crédulité des gogos, n'a rien de surprenant — Uri Geller n'est après tout que le plus récent d'une longue lignée — on reste cependant confondus par la facilité avec laquelle la grande presse et les autres moyens d'information se sont jetés sur cette affaire, contribuant ainsi à renforcer l'obscurantisme. Il est vrai qu'une madame Soleil, par exemple, avait déjà bénéficié de l'appui complaisant et intéressé de ces grands moyens de « désinformation ».

Dans notre société, le mystère, le surnaturel, dieu et le diable font encore recette. Et si l'argent ne manque pas pour les dépenses de luxe et d'armement, il fait défaut pour enseigner aux masses populaires ce que sont — entre autres — ces lois de la physique qui seraient remises en cause par notre illusionniste.

La croyance dans le surnaturel repose avant tout sur l'ignorance. Et en dépit de tous les progrès réalisés, la société du XX° siècle reste encore profondément enfoncée dans les ténèbres.

André VICTOR.

QUAND LE GOUVERNEMENT PRATIQUE L'AUTO-PERSUASION

LA grève du 19 s'est traduite à Paris et en province par des manifestations particulièrement importantes et dynamiques, sans doute les plus grandes manifestations syndicales depuis mai 1968.

Cette évidence n'a pas empêché le gouvernement, le CNPF et tous les éditorialistes de présenter la journée du 19 comme un demi-échec, quand elle n'était pas taxée d'échec complet ou de « grève impopulaire » comme le prétend **L'Aurore.**

Cette volonté de minimiser l'importance de cette journée apparaît dans les estimations sur le nombre des manifestants : 65.000, d'après la préfecture de police, alors qu'il y en avait plus de 100.000. Ces chiffres une fois annoncés par la préfecture, ont fait brutalement baisser les estimations des commentateurs de la radio.

Cette campagne d'intoxication touche particulièrement les conflits en cours : tous les jours la presse et la radio annoncent la fin imminente de la grève des postes ou celle des éboueurs. Tous les jours on nous informe que de nouveaux tris parallèles ont été créés. Grand bruit est mené sur l'opération « ramassage des ordures par les gentils soldats ».

On croirait rêver... C'est à croire que le courrier est acheminé normalement et que Paris n'est pas submergé d'ordures.

Manifestement le patronat a peur, il est inquiet de cette capacité de réaction dont fait preuve la classe ouvrière, à tel point qu'il en devient aveugle, au point de ne plus savoir compter le nombre de manifestants...

Toute cette opération « Intox » vise sans doute à démoraliser les travailleurs. Elle traduit la crainte du bourgeois devant la force de la classe ouvrière.

Irène BROSSARD.

L'armée

● DANS LA RUE

IL est scandaleux que les jeunes qui font leur service militaire aient été mobilisés pour briser la grève des éboueurs. Mais, dans les circonstances présentes, il faut avouer qu'en fait de « grève brisée », on a assisté, dans les rues de Paris, à diverses scènes, toutes aussi cocasses les unes que les autres, et qui éveillaient plus l'amusement voir la franche rigolade que l'indignation.

Ici, c'était deux bennes se retrouvant nez à nez dans une rue étroite ou une benne bloquant toute la circulation parce qu'engagée dans un sens interdit ou, mieux encore, une benne emboutissant au passage une malheureuse voiture en stationnement ; là, c'était un petit groupe de « bidasses » attablés en toute décontraction à la terrasse d'un café.

Quelque part dans le vingtième arrondissement, on a même pu voir, au beau milieu d'impressionnants tas d'ordures, quelques soldats penchés sur une carte du quartier dont la lecture s'avérait particulièrement longue et difficile... Cherchaient-ils les tas d'ordures, ou cherchaient-ils... à tuer le temps ?

Ainsi, les soldats n'ont pas « brisé » grand-chose. Et, apparemment, ils ont protesté à leur façon, par la résistance passive, contre le rôle qu'aurait voulu leur faire jouer le gouvernement.

Michelle VERDIER.

● AU TRAVAIL

ON a beaucoup vu les soldats du contingent tenter d'évacuer les ordures de la capitale à la place des éboueurs en grève.

Mais ce qu'on sait moins c'est que le contingent est aussi utilisé pour tenter de briser la grève des postiers.

Des casiers de tri ont été installés dans certaines casernes (Reuilly, Vincennes) et des centres de tri improvisés ont été créés comme celui de la Poterne des Peupliers, ou celui installé dans le hangar désaffecté (anciennement des eaux de Vichy) à côté du tri Tolbiac. Car le gouvernement n'a pas osé prendre le risque de faire utiliser par l'armée les centres de tri PTT, que les postiers continuent toujours à utiliser pour se retrouver et tenir leurs assemblées : et il a même pris la précaution de faire surveiller l'entrée de ses « tris sauvages » par des cars de police, par peur des visites.

Mais l'efficacité de ces opérations est encore plus limitée qu'elle l'était pour les éboueurs car l'armée ne peut pas remplacer un réseau qui utilise 350.000 postiers. N'empêche qu'on voit là encore que c'est contre les travailleurs que l'armée est utile au gouvernement.

Cette armée qui coûte des sommes fantastiques, quel ennemi extérieur est-elle destinée à combattre ? Aucun, à part quelques opérations de répression au Tchad ou à Djibouti. Elle est en fait destinée à combattre ce que le gouvernement appelle l'ennemi intérieur. L'ennemi intérieur de qui ? De la bourgeoisie. Qui est-il ? La classe ouvrière !

Olivier BELIN.

Doucement... (Ph. C.I.P.)

LE 19 NOVEMBR

LES manifestations organisées dans toutes les grandes villes le 19 novembre ont connu un très grand succès. A Paris en particulier, c'est un véritable fleuve humain qui a coulé pendant des heures entre la Bastille et la gare de l'Est.

Quinze mille postiers environ, jeunes dynamiques, joyeux, ouvraient la marche et donnaient le ton à tout le cortège où la Fonction Publique était très largement représentée et fortement majoritaire. A noter l'imposant cortège des communaux, des hospitaliers, des pédagogues, du Livre, etc. La métallurgie qui forme d'habitude l'important contingent des manifestations ne représentait qu'un quart environ du défilé.

Ces manifestations ont constitué la meilleure réponse possible aux déclarations anti-ouvrières que nos gouvernants multiplient depuis quelques jours. Car ce n'était pas seulement les militants qui étaient dans la rue le 19 novembre, mais des milliers de salariés engagés dans une bataille pour l'emploi et les salaires.

Dans le secteur privé, la grève a été très diversement suivie et aussi très diversement préparée. Dans les bastions de l'automobile, les syndicats n'ont appelé qu'à une heure (Billancourt) ou une demi-heure de grève (Flins). Mais si la participation du secteur privé a été assez contradictoire, partout le succès de la manifestation a fait monter la température.

Une riposte d'ensemble de la classe ouvrière est plus que jamais à l'ordre du jour.

Banques et Assurances

● CREDIT LYONNAIS

Au Crédit Lyonnais - Paris, ainsi que dans les agences et dans les annexes, la CGT, CFDT et FO avaient appelé à 24 heures de grève.

Si le mouvement a été minoritaire dans l'ensemble, il a été bien suivi par rapport à ce genre de journée d'action. Et la grève a été majoritaire dans plusieurs services. A Levallois, on peut estimer à 35 ou 40 % le nombre de grévistes.

La préparation de la journée du 19 a donné lieu à de nombreuses discussions dans les services sur « les grèves politiques », la crise, la nécessité de se battre, etc.

Deux cents personnes environ ont manifesté, certains sous une banderole CGT, ou CFDT, et une cinquantaine sous une banderole commune CGT-CFDT-FO. Nous avons crié : **« Les ordures sont au pouvoir, pas sur les trottoirs », « Augmentez les postiers, imposez les pétroliers »,** etc.

Et le lendemain, des assemblées ont eu lieu pour discuter des salaires, de la diminution du temps de travail, et d'autres problèmes.

● UAP - TOUR ASSUR

A l'appel des délégués récemment exclus de la CGT, puis à l'appel de la CFDT et en dernier lieu de la CGT, le personnel a été convoqué à une assemblée générale où fut annoncée une grève de 24 heures pour le lendemain. Le 19 novembre, il y a eu environ 35 % d'absents.

● AGF

Mardi 19, à l'appel de la CFDT et de la CGT, nous avons débrayé à 10 h. Environ la moitié du personnel était absent dans les différents immeubles de la compagnie. Le lendemain dans les bureaux, certains chefs demandaient aux absents de la veille qui était gréviste. Ceux qui ont dit ne pas l'être devront récupérer... devant les sourires des grévistes.

● IMPRIMERIE NEOGRAVURE-DESFOSSES (Issy et Corbeil)

Assez forte participation à la manifestation centrale. Il y avait quatre cars, soit environ deux cents personnes venues de Corbeil, plus ceux venus par leurs propres moyens.

Dans le cortège CGT, une banderole « Néogravure » et une autre tricolore avec comme inscription « Défense du patrimoine national ». **Les grévistes étaient regonflés par le nombre imposant de manifestants.**

Dans l'imprimerie, la CGT appelait à un débrayage de trois heures pour le Labeur, une heure pour la Presse (afin d'assurer la sortie des quotidiens). Et dans les diverses assemblées, nombre de travailleurs de la Néogravure ont manifesté leur mécontentement parce que les syndicats n'ont pas unifié les mots d'ordre de grève.

Chez Renault

Absence de mobilisation et confusion

● A BILLANCOURT

A Renault, la CGT, après avoir d'abord parlé d'un débrayage d'une heure, s'est contentée d'appeler dans un tract commun avec la CFDT, à un meeting central à 10 heures, sans donner de consigne de grève et en ne parlant que très généralement de la manifestation.

Mille à mille cinq cents travailleurs, en majorité des professionnels (les chaînes n'ont pratiquement pas débrayé) et des mensuels ont assisté au meeting. Mille cinq cents sur les trente-cinq mille salariés de la Régie ! Il n'y a eu ni appel central à la manifestation, ni départ organisé. L'orateur CFDT seul a appelé à aller à la Bastille, mais sans proposer de moyen pour s'y rendre.

En bref, seuls les militants responsables CGT et quelques-uns de la CFDT ont ensuite participé au défilé.

● A RUEIL

Les syndicats préparent la journée du 19 par un meeting le lundi. La CGT propose deux heures de grève. La CFDT propose d'aller à la manifestation. Un vote à main levée indique que la majorité veut aller à la manifestation. Un délégué CGT lance alors l'appel pour le lendemain.

Plus tard dans la journée : retournement de la CGT qui annonce que le meeting n'était pas représentatif. Le mardi, elle sort un tract appelant à deux heures de débrayage, de 9 heures à 11 heures. La CFDT, elle, appelle à la manifestation et pour cela propose de débrayer de 10 h 30 à 15 h 30. Elle loue trois cars pour le départ.

A 9 heures, environ 15 % du personnel débrayent mais à 10 h 30, un nouveau contingent sort à son tour et cent vingt personnes environ montent dans les cars de la CFDT... Un certain nombre de travailleurs et militants CGT décident alors de gagner la manifestation en voiture. Toute l'après-midi, les discussions seront vives à la CGT !

● A FLINS

A Renault-Flins, après hésitation, la CGT n'a appelé en tout et pour tout qu'à un débrayage d'une demi-heure ! La CFDT, elle, appelait à quatre heures.

Finalement, sur l'usine, c'est seulement quelques centaines de travailleurs qui ont débrayé. Mais un bien plus grand nombre aurait sans doute été prêt à le faire si l'inaction syndicale n'avait pas été si totale. Ce qui le montre, c'est que là où le débrayage a été bien préparé, comme dans le secteur CKD, où les délégués CGT et CFDT s'étaient mis d'accord pour appeler à deux heures, la proportion de grévistes était notablement plus élevée.

Dans la métallurgie

● IDEAL-STANDARD (Aulnay-sous-Bois)

La CGT et la CFDT ont fait des appels séparés à 24 heures pour la journée du 19.

Ce mouvement survenait dans une période difficile pour le personnel d'Idéal-Standard. La CGT avait en effet refusé d'engager la lutte contre les licenciements et les pertes de salaires occasionnées par le chômage technique. Aussi les travailleurs les plus combatifs qui avaient débrayé à plusieurs reprises les semaines précédentes étaient sceptiques devant ce mouvement. Enfin cette semaine il y avait déjà deux jours chômés.

Aussi entre cent et deux cents personnes seulement ont cessé le travail ce jour-là.

Il y eut quand même une quarantaine de travailleurs qui défilèrent derrière les deux banderoles, CGT et CFDT. Le cortège fut dynamique, et si au départ de l'usine le moral n'était pas haut, au retour de la manifestation il était au beau fixe. Pendant la manifestation une délégation de travailleurs de la SGF, l'autre grand du chauffage, touché par quatre cent cinquante licenciements est venue se joindre au cortège Idéal-Standard.

● BERNARD-MOTEURS RUEIL

La CGT et la CFDT avaient appelé à 24 heures de grève. On estime le nombre de grévistes à 60 % environ. Et un peu plus dans les bureaux. Les coins qui ont le moins fait grève sont les secteurs d'OS immigrés. Néanmoins la plupart des chaînes n'ont pas tourné.

A la manifestation, il y avait vingt-cinq travailleurs, chiffre assez exceptionnel par rapport aux douze personnes qui constituent généralement la représentation de Bernard-Moteurs à ce genre de cortège.

● ALSTHOM SAINT-OUEN

Il y a eu 46 % de grévistes, ce qui est un chiffre exceptionnel pour ce genre de journée d'action. La CGT et la CFDT avaient appelé à 24 heures de grève et prévu un départ en car à la mairie de Saint-Ouen. Le lendemain, parmi les non-grévistes beaucoup se sentaient gênés et regrettaient visiblement de ne pas avoir participé à la journée du 19.

● GENERAL MOTORS - GENNEVILLIERS

C'est à deux cent cinquante que nous nous sommes retrouvés mardi matin en assemblée générale. Et c'est à cinquante ensuite que, sous deux banderoles CGT et CFDT, nous avons défilé. C'est bien la première fois depuis longtemps que nous sommes aussi nombreux et aussi enthousiastes à manifester dans la rue aux cris de : **« garantie de l'emploi », « les ordures sont au pouvoir, pas sur les trottoirs », « Valéry au tri, Anne-Aymone, au téléphone ».**

● VALLOUREC

La journée du 19 a été peu suivie (environ 10 % du personnel). La CGT et la CFDT avaient appelé à un débrayage en fin de poste et à 24 heures pour ceux qui voulaient aller à la manifestation.

Il faut dire que dans l'usine, il y a peu de travail en ce moment. La direction envisage de faire chômer l'ensemble des ateliers et la maîtrise exerce une pression systématique sur le thème : **« faire grève en ce moment, cela arrange la direction ».** Et cela a marché dans une certaine mesure.

C'est à une vingtaine de travailleurs que nous nous sommes retrouvés à la manifestation, essentiellement les délégués de l'usine. Et cette journée d'action a au moins eu l'avantage de permettre à ceux qui étaient mécontents de le montrer.

● CEM LE BOURGET

La grève du 19 a été un succès, plus de 80 % de grévistes sur deux mille deux cents personnes. Il faut dire que cette fois, comme le réclamaient les ouvriers les plus combatifs, la CGT et la CFDT ont appelé à 24 heures de grève.

Le matin nous étions une bonne trentaine au piquet de grève. L'ambiance était bonne, nous étions encouragés par le peu d'ouvriers qui rentraient travailler. Ensuite, vers 9 heures, nous avons porté ensemble le cahier de revendications à la direction avant de nous rendre en cars et en voitures à la manifestation à environ soixante-dix. Et c'est avec dynamisme que nous avons défilé avec comme principaux slogans : **« Métallos solidaires des PTT », « Garantie du salaire, garantie de l'emploi »,** etc., et en chantant souvent **l'Internationale.**

● CHAUSSON ASNIERES

La CGT et la CFDT ont appelé à 24 heures et convoqué des assemblées pour préparer la journée. Les débrayages ont été suivis à 60 % au secteur thermique-fabrication à Asnières et à 90 % à l'Outillage central.

Et c'est à deux cents ouvriers, employés et techniciens d'Asnières et de Gennevilliers que nous avons défilé.

E : GRÈVES ET MANIFESTATIONS

Dans l'électronique

● CIT ALCATEL (Arcueil)

La veille du 19, un tract commun CGT-CFDT appelait à débrayer de 9 heures à 10 heures.

Le lendemain, nous étions cent trente au rassemblement. A une cinquantaine, nous nous sommes joints à la manifestation locale qui rassemblait les entreprises de Gentilly, Montrouge, Arcueil. La manifestation locale est allée d'Arcueil à la Porte d'Orléans, bloquant la nationale. Puis, départ pour la Bastille.

● CIT (Vélizy)

A l'appel de la CGT, un débrayage de 24 heures était prévu mais seulement 5 % du personnel a fait grève.

Nous étions peu nombreux à la manifestation (une quinzaine environ), mais l'ambiance était bonne.

Mercredi, les réactions dans l'entreprise étaient sympathiques : certains travailleurs regrettaient de ne pas être venus ; ils ne pensaient pas qu'il y aurait tant de monde.

● COMPTEURS SCHLUMBERGER (Montrouge)

Lundi 18, les syndicats CGT, CFDT et FO appelaient à 24 heures de grève.

Le midi, la CFTC distribuait un tract déclarant **« ne pas vouloir faire le jeu du patron »** en appelant. Quant à la CGC, elle nous apprenait par un panneau qu'elle voulait garder **« intact le potentiel de combativité du personnel qu'elle représente »** et donc n'appelait pas elle non plus à la grève.

Le débrayage a été peu suivi (environ 10 %). Une cinquantaine de travailleurs ont participé à la manifestation.

● CGCT (Paris-15e)

Les organisations CGT, CFDT et FO ont appelé à un débrayage à 10 heures. Nous étions deux cents à aller porter nos revendications à la direction. La direction se refusant à nous communiquer l'augmentation de salaire qu'elle avait prévu de nous annoncer mercredi, le directeur du personnel s'est fait prendre à partie. Il n'en menait pas large. Quant au P-DG qui avait fait une apparition, il est reparti dans son bureau tout pâle.

Une cinquantaine de travailleurs ont défilé de la Bastille à la gare de l'Est sous une banderole commune CGT-CFDT-FO.

● ERICSSON (Colombes)

A Ericsson, la CFDT appelle à 24 heures de grève. La CGT pense d'abord à des débrayages limités, mais sous la pression de quelques militants de base, appelle finalement à 24 heures.

A la production, la grève est suivie de 45 à 70 %, sur l'ensemble de l'usine, par environ 34 % du personnel. Par contre, dans les annexes, et dans les usines de province, les grévistes sont nettement majoritaires.

● THOMSON-CSF (Levallois)

La CGT et la CFDT ont appelé par tract à 24 heures de grève et à la manifestation. Dans les ateliers, il y eut environ 80 % de grévistes et 50 % dans les labos et les bureaux. Un vingtaine de personnes se sont retrouvées à l'usine vers 8 h 30 pour partir groupées à la manifestation. En cours de route, le groupe a grossi, et c'est à quatre-vingts que nous avons défilé aux côtés des autres Thomson-CSF de la région parisienne. L'ambiance était très chaude et très dynamique. Tout le monde était très content d'être venu.

● THOMSON (Gennevilliers)

Pour le 19, il y a eu deux mots d'ordre différents. A G2, G3, les syndicats avaient appelé à 24 heures, par contre, à G1, le mot d'ordre était de débrayer à partir de 10 h 30.

Dans la matinée, deux cars sont donc partis pour la manifestation où il y eut de l'ambiance. La participation aux débrayages était assez faible (environ 20 %).

Dans la Chimie

● ROUSSEL - UCLAF (Romainville)

Seul le syndicat FO a appelé à la grève et à la manifestation dès le lundi 18. La CGT et la CFDT qui ne voulaient rien faire diffusaient tout de même le tract central d'appel ! Devant cette attitude inconséquente et les critiques de travailleurs combatifs, la CFDT se sentait gênée, et le lundi soir, changeait de position et appelait à la grève... mais dans l'usine, presque personne ne le sut.

Le 19, seuls quelques dizaines de travailleurs firent grève. Une vingtaine défilèrent à Paris sous la banderole FO-CFDT.

Quant aux militants CGT... ils travaillaient à l'usine, répondant ainsi, malgré eux, à l'appel de la CFT.

● CARBONE LORRAINE (Gennevilliers)

La journée du 19 tombait à un moment où la situation dans l'usine était un peu agitée. Déjà le vendredi 15, un débrayage d'une demi-heure avec cent cinquante personnes avait eu lieu pour déposer un cahier de revendications.

Et pour le 19, CGT et CFDT appelaient à faire grève toute la journée et à aller à la manifestation.

Le matin, les délégués étaient à la porte, et la direction aussi, mais beaucoup de travailleurs rentraient.

C'est seulement trois cent cinquante personnes environ sur un millier de présents qui ont fait grève, et quinze seulement qui sont allés à la manifestation.

● RHONE-POULENC (Vitry)

La préparation de la journée d'action a été plutôt confuse. Le matin du 18, seul FO diffusait un tract proposant de faire 24 heures de grève. La CGT appelait, elle, à quatre heures de grève, alors que la CFDT précisait dans un tract qu'elle n'appelait pas car elle est contre les journées d'action.

Dans la fabrication, le tract de la CGT a été plutôt mal pris par ses propres militants qui trouvaient le mot d'ordre de quatre heures peu sérieux. Et en cours de journée, la CGT, modifiant sa position, appelait elle aussi à 24 heures avec FO.

Trois cents travailleurs ont débrayé et une soixantaine d'entre eux ont participé à la manifestation et en sont revenus heureux d'avoir pu montrer qu'ils n'accepteraient pas la politique de récession du gouvernement et de Rhône-Poulenc.

Dans les hôpitaux de Paris

LES travailleurs des hôpitaux ont été très nombreux à participer à la manifestation du 19, ce qui n'est guère étonnant quand on connaît les conditions de travail insupportables à cause principalement du manque de personnel. Et depuis le 12 novembre, treize hôpitaux de la région parisienne connaissent des actions diverses sur des revendications identiques à celles des postiers : 1.700 F minimum, 200 F d'augmentation pour tous, embauche de personnel, titularisation des auxiliaires. Et depuis le 19, le mouvement s'est encore étendu à de nouveaux hôpitaux.

Bien sûr ces mouvements de grève ne se traduisent pour l'instant dans la plupart des hôpitaux que par le blocage des caisses (soins gratuits) et des assemblées quotidiennes d'une partie du personnel.

Et si la CGT et la CFDT ont été dans la plupart des cas à l'origine du mouvement, elles n'ont pas encore coordonné l'action au niveau de tous les hôpitaux en laissant les grévistes de chaque établissement plus ou moins livrés à eux-mêmes. En tout cas, la participation des hospitaliers à la manifestation du 19 a été un magnifique succès.

SAINT-ANTOINE (Paris-12e)

Le matin du 19, nous sommes déjà en grève depuis huit jours : les caisses sont bloquées par le piquet de grève et les soins sont pratiquement gratuits.

Après une assemblée générale de cent cinquante personnes nous faisons le tour de l'hôpital avec banderoles et pancartes. Nous attendons Rothschild et Trousseau et nous partons ensemble à la Bastille.

Durant la manif, l'ambiance est chaude. Et de retour à l'hôpital, nous reconduisons la grève pour le lendemain.

BEAUJON (Clichy)

Depuis le 12, 70 % de l'hôpital est en grève : les soins sont gratuits, les tableaux des salles d'opération ont été réduits aux urgences. Des assemblées générales ont lieu tous les jours. Le personnel est sorti sur les marchés et dans les rues de Clichy pour dénoncer le scandale des hôpitaux et là, les PTT nous ont rejoints pour défiler avec nous. Et le 19, nous nous sommes retrouvés à une centaine et nous avons rejoint les autres hôpitaux aux cris de **« AP-PTT même patron même combat »**.

COCHIN (Paris-14e)

A Cochin, en grève juste pour le 19, nous étions environ cent cinquante membres du personnel, plus trente personnes de La Rochefoucauld et cinquante élèves des deux hôpitaux pour partir à la manifestation. Le moral était d'autant meilleur qu'une importante délégation de postiers de l'arrondissement était venue se joindre à nous.

SAINTE-ANNE (Paris-14e)

Mardi matin la grève est pour la première fois votée pour la journée à l'unanimité par une assemblée générale de quatre-vingts personnes. Une majorité du personnel présent se rend à la manifestation. Le groupe de Saint-Anne est dynamique et les slogans vont bon train : **« Des crédits pour la Santé pas pour l'armée ! - PTT - Santé, même combat ! »** et la chanson sur l'air de **Nini-peau-de-chien : « A la Santé, on en a marre d'être exploité, d'avoir des salaires de misère. Pour vaincre, il faudra Santé et PTT la solidarité ».**

Le retour se fit en manifestation et dans un dynamisme tel qu'il remonta le moral de tout le monde, et le lendemain, la grève reconductible fut votée sous les applaudissements par une assemblée de trois cents personnes.

BROUSSAIS (Paris-14e)

A Broussais, nous sommes partis à cent cinquante à la manifestation. Le personnel est en grève administrative depuis le 14 : les soins et les consultations sont gratuits.

Les syndicats ont distribué des badges qu'on retrouve sur toutes les blouses **« je suis gréviste mais je soigne les malades ».**

En partant à la manifestation, nous sommes passés à l'annexe Antoine-Chantin pour emmener une partie du personnel avec nous.

Tout le monde est revenu à l'hôpital à 14 heures pour raconter la manifestation aux autres avec enthousiasme à l'assemblée générale.

SALPETRIERE (Paris-13e)

De la Salpêtrière, en grève depuis le 12, nous étions trois cents à nous rendre à la manifestation.

Dès le départ, l'ambiance fut très animée, c'est en scandant les mots d'ordre de **« AP-PTT même patron, même combat ; Aujourd'hui dans la rue, demain on continue ; Ponia, fais gaffe au bistouri »,** et aux accents de **l'Internationale** que nous avons défilé.

C'est en groupe toujours aussi compact et dynamique que nous sommes rentrés à l'hôpital, et depuis le 19 la grève continue...

ISRAEL

VERS LA CINQUIÈME GUERRE ISRAÉLO-ARABE ?

L'EXTREME tension entre Israël et la Syrie survenue durant le week-end des 17 et 18 novembre et marquée par la mobilisation partielle de l'armée israélienne, présentée comme une riposte aux réceptions massives d'armements soviétiques par la Syrie, est aujourd'hui quelque peu retombée.

M. Kissinger a diagnostiqué — et avec lui nombre d'observateurs — que « nous ne sommes pas dans une situation de conflit imminent ».

Toutefois, à défaut d'être imminent, ce qui reste encore à vérifier, le conflit est « dans l'air » de façon permanente. Tout le monde s'accorde à reconnaître cette évidence.

Depuis la naissance de l'Etat d'Israël, en 1948, vingt-six années se sont écoulées. Vingt-six années et quatre guerres, soit une guerre en moyenne tous les huit ans, le plus long intervalle entre deux guerres ayant duré onze ans, de 1956 à 1967.

Et, dans ces intervalles qu'on n'ose qualifier de paix, se sont succédé une multitude d'incidents plus ou moins graves : bombardements par l'artillerie ou l'aviation des positions adverses et des camps de réfugiés, interventions des commandos, attentats terroristes, sabotages, etc.

Bref, depuis qu'Israël existe, sans même remonter aux années qui ont précédé sa création, jamais le calme n'a régné sur les frontières, jamais il n'y a eu un moment de paix véritable.

Cette simple constatation suffirait presque, à elle seule, à montrer que l'avenir le plus probable c'est encore la reprise, pour la cinquième fois, des hostilités entre Israël et ses voisins arabes.

C'est qu'en effet les raisons profondes du conflit ne se sont pas atténuées depuis un quart de siècle, bien au contraire.

Certes, les deux grands, USA et URSS, ne semblent pas pour le moment vouloir en découdre au Moyen-Orient par petits Etats interposés mais cela peut changer et, en attendant, chacun maintient ses protégés armés jusqu'aux dents et les armements s'entassent sans arrêt dans les arsenaux. Israël continue de jouer au profit des Etats-Unis le rôle de gendarme du Moyen-Orient.

Le nationalisme exacerbé des adversaires peut à tout moment échapper au contrôle des super-grands, même si ces derniers ne veulent pas la guerre.

Certes Israël, l'Egypte, la Syrie dépendent de la bonne volonté de leurs fournisseurs d'armes. Mais ils peuvent vouloir forcer la main de leur protecteur. Il n'est même pas exclu que certains dirigeants israéliens envisagent la défaite militaire comme une solution possible, puisqu'elle pourrait entraîner l'intervention directe des USA, refusant de laisser anéantir Israël. Et, d'autre part, la demi-victoire des armées arabes dans la précédente guerre du Kippour constitue un encouragement supplémentaire pour ces derniers à attaquer.

Les Palestiniens enfin, dont l'existence a été reconnue à l'ONU, à travers celle de leur leader Arafat, n'ont, plus que jamais, comme unique ressource que de se battre pour conquérir un morceau de territoire qui soit bien à eux et, tant qu'Israël maintient son intransigeant refus de négocier, ils ne peuvent que souhaiter la défaite israélienne dans un nouveau conflit, seul espoir pour eux qu'une partie ou que la totalité de la Palestine soit libérée de l'occupation israélienne.

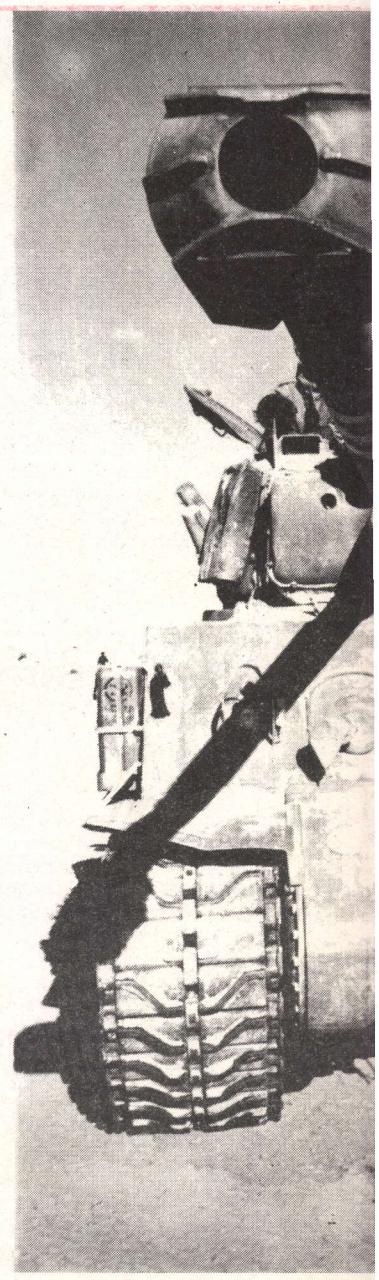
En fin de compte, la multiplicité des raisons qui pourraient conduire à une nouvelle guerre est telle qu'il est extrêmement difficile de prévoir celle qui sera déterminante, pas plus qu'on ne peut deviner la date ou la forme que prendra le conflit.

Israël va-t-il se lancer dans la guerre pour « casser » l'armée syrienne, comme il en est question ? Va-t-il le faire tout de suite, puisqu'il paraît que l'armée égyptienne n'est pas fin prête, ce qui lui permettrait éventuellement de se retourner dans un deuxième temps contre l'armée de Sadate ?

Ou bien, comme l'année dernière, allons-nous assister à une offensive des armées arabes ? Ou l'actuelle paix armée, avec de constants incidents, va-t-elle se prolonger ? Mais pour combien de temps encore ?

Mais, par-delà les calculs des états-majors, une chose est certaine : il existe mille raisons pour que la guerre éclate et cela peut se produire à tout moment. L'action conjuguée de l'impérialisme, qui piétine les droits des peuples et les divise, et du nationalisme a fait du Moyen-Orient une poudrière qui n'attend qu'une étincelle pour sauter.

André VICTOR.



LES DIRIGEANTS D'ISRAE FACE AU PEUPLE PALES

L'ADMISSION à l'ONU de l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine, dirigée par Yasser Arafat, n'aura fait que révéler un peu plus l'impasse de la politique israélienne, impasse qui est celle de toute la politique sioniste. Car, depuis la guerre du Kippour, l'attitude des Etats-Unis et des puissances occidentales s'est quelque peu assouplie. A l'égard des pays arabes d'abord, cela s'est concrétisé par les replis imposés à Israël en deçà des lignes de cessez-le-feu, sous la pression américaine. La présence de Yasser Arafat à l'assemblée générale de l'ONU, sinon avec l'assentiment des USA, du moins avec leur tolérance, est une nouvelle illustration de cette politique. Si les Etats-Unis ont laissé toute raison de croire que, pour le moment, ils ne sont pas prêts à poursuivre leur pression jusqu'à imposer à Israël la reconnaissance de l'OLP et le retrait de leurs troupes de Cisjordanie, pour y permettre l'installation d'un Etat palestinien, cela fait désormais partie des possibilités évoquées pour un règlement au Moyen-Orient. Et ce simple fait suffit à accentuer, en Israël même, la crise politique.

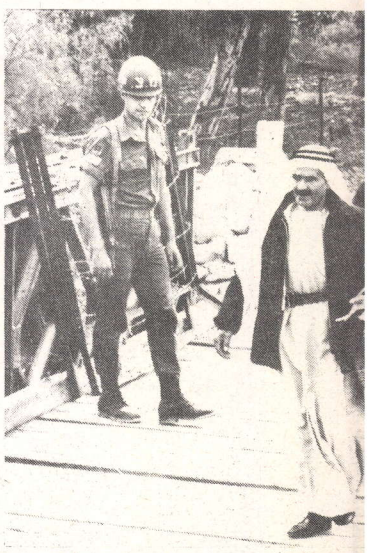
Les dirigeants israéliens, qui en fait depuis la naissance de l'Etat d'Israël en 1948, n'ont jamais gouverné que grâce à l'union sacrée et à la démagogie nationaliste basée sur les références à la « Palestine historique », se trouvent maintenant confrontés à une opinion publique ultra-nationaliste qu'ils ont été les premiers à former et dont l'inquiétude est aujourd'hui exploitée par les partis d'extrême-droite. Ceux-ci proclament qu'il n'est pas question de reconnaître l'OLP et le fait palestinien et que tout recul par rapport aux lignes actuelles d'occupation serait une trahison, la seule politique efficace contre les Arabes étant, pour eux, la politique de force pratiquée sans discontinuité depuis 1948.

Mais l'extrême-droite peut bien chercher à souffler sur le feu des désillusions de la population israélienne. La nouvelle situation créée au lendemain de la guerre du Kippour correspond à une modification du rapport des forces, militaire et politique, non pas à l'intérieur d'Israël lui-même, mais entre Israël et les pays arabes, et à une modification en conséquence de l'attitude de l'impérialisme. Les aléas de la politique israélienne, la démagogie de l'extrême-droite, peuvent faire reculer les échéances. Mais seule une nouvelle modification du rapport de forces international pourrait les empêcher.

Car si, face à la population israélienne et à la démagogie de l'extrême-droite, aucun des gouvernants israéliens n'est prêt à admettre l'existence de l'OLP et la possibilité d'un retrait des forces israéliennes de Cisjordanie, il leur est bien difficile d'ignorer la consécration internationale et la crédibilité politique que l'organisation palestinienne vient de gagner sur le plan international. Ils peuvent d'autant moins l'ignorer que cette reconnaissance se traduit maintenant directement, à l'intérieur même des territoires occupés, parmi les Palestiniens de Cisjordanie. Ceux-ci, qui n'avaient pas manifesté ouvertement leur opposition à l'occupation israélienne depuis plusieurs années, l'ont fait de nouveau ces derniers jours. C'est essentiellement la jeunesse des lycées et des écoles qui a manifesté, bravant l'armée israélienne, lapidant ses véhicules, aux cris de « la Palestine est arabe » et « Arafa sommes avec toi ». Mais ces ma tions sont révélatrices des sentim toute la population palestinienne, gouvernants d'Israël ne peuvent Et la consécration de l'OLP à l'ON compagne ainsi, peut-être durab par la transformation de l'oppositio de de la population des territoire pés en une opposition ouverte.

Face à cette situation, la répo gouvernement israélien est connue la répression. C'est par la répressi a répondu aux manifestations des

La police israélienne intervenant contre une manifestation arabe dans la vieille ville Jérusalem, en 1970. (Ph. UPI)



Pont sur le Jourdain : un soldat i contrôle le passage des Palestinie (Ph.

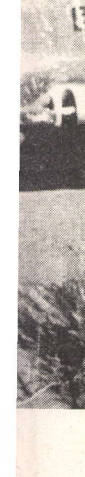
daniens, causant même la mor jeune fille de 17 ans. C'est à un lage renforcé de la Cisjordanie p mée et la police qu'il a recour c'est aussi à ces mesures qu'il a depuis des années contre la po arabe, non seulement des territoi cupés, mais d'Israël même, réduis Arabes à n'être que des citoyens conde zone, assujettis au contrôle re, et aux droits politiques réduits ne sont que le prolongement logi

(Ph. UPI)

L STINIEN

t, nous
ifesta-
nts de
ue les
gnorer.
J s'ac-
ement,
n sour-
occu-

se du
: c'est
on qu'il
Cisjor-



raélien
ns.
A.F.P.)

d'une
quadril
ar l'ar
. Mais
ecours
ulation
es oc-
nt les
de se-
militai-
Elles
ue de

la politique de l'Etat d'Israël, Etat raciste n'accordant de pleins droits qu'à ceux qui sont Juifs selon le dogme d'il y a deux mille ans !

Cette politique, dans le passé, a déjà montré qu'elle menait à une impasse. Elle met la population d'Israël le dos au mur, en état permanent de guerre, ouverte ou larvée, contre la population arabe de toute la région. Elle ne laisse d'autre issue que le recours périodique à la guerre pour tenter de rétablir pour quelque temps un rapport de forces favorable à l'armée d'Israël et éventuellement mettre le protecteur américain devant le fait accompli, pour le forcer à prendre parti dans le conflit.

Mais, à long terme, cette politique ne peut que se retourner contre les dirigeants israéliens et contre la population israélienne, si elle continue à les suivre dans leur politique. C'est ce que la situation actuelle est en train de montrer. S'il y a loin de la reconnaissance de l'OLP à la reconnaissance des droits des Palestiniens, ne serait-ce que sous la forme d'un Etat-croupion en Cisjordanie, cette reconnaissance ne peut être pour le peuple palestinien qu'un encouragement à la lutte. Ce peuple, parqué depuis vingt-cinq ans dans les camps de réfugiés, réduit à l'état de peuple assisté, voit aujourd'hui son existence reconnue, même si ce n'est que sous forme symbolique. Dans ce nouveau cadre, il sera bien difficile aux dirigeants israéliens de briser la population palestinienne. Même l'accentuation de l'état de guerre et des mesures policières ne peut paraître maintenant apporter une solution réelle, même aux yeux de la population israélienne.

La politique actuelle des dirigeants d'Israël mène à l'impasse. Cela est de plus en plus évident, pour la population israélienne elle-même. Il n'y a pas d'autre solution pour celle-ci que la reconnaissance des droits des Palestiniens. Il n'y a pas d'autre moyen de faire cesser l'état de guerre au Moyen-Orient et de parvenir à une coexistence pacifique des peuples juif et arabe.

André FRYS.

UNE ÉCONOMIE AU BORD DE L'AGONIE

Des dépenses d'armement hors de proportion avec les ressources du pays. **(Ph. U.P.I.)**

LA situation économique d'Israël est catastrophique : le chômage, qui fut longtemps stationnaire au taux déjà difficilement supportable de 7 % de la population active, a maintenant allègrement dépassé les 10 %. Le déficit de la balance commerciale est énorme ; les devises et capitaux fuient le pays ; l'inflation a été l'année dernière de 40 % et, les derniers mois, elle est allée en s'accélérant. Dans ce contexte, les récentes mesures gouvernementales ont mis le feu aux poudres et provoqué d'importantes manifestations de mécontentement.

Des mesures d'austérité

Le gouvernement, pour essayer d'enrayer la crise, a en effet pris une série de mesures visant à donner un coup de frein brutal à la consommation. Mesures qui, naturellement, touchent en tout premier lieu les travailleurs. La monnaie israélienne a été, d'un coup, dévaluée de 43 %. Conséquence de cette mesure : le renchérissement de tous les produits importés, et notamment les produits de première nécessité qu'Israël achète à l'extérieur. Parallèlement, pour ajouter à cette mesure, les tarifs des services publics ont été augmentés. Le gaz, l'eau et l'électricité tripleront. Tous les aliments de base vont également être augmentés, notamment le pain, le sucre et le beurre.

Le mécontentement populaire

Dès l'annonce de ces mesures, le mécontentement a explosé. Dans les quartiers les plus déshérités de Tel Aviv, où vivent des Juifs originaires d'Afrique du Nord (Sépharadim), des émeutes ont éclaté. Des manifestants ont lapidé des voitures et d'importantes manifestations ont eu lieu, où les jeunes regroupés au sein des « Panthères Noires », organisation sépharade qui veut lutter contre le racisme dont sont victimes les Juifs d'Afrique du Nord et d'Orient, ont, semble-t-il, joué un rôle important. Dans les usines, les jours suivants, des réunions ont eu lieu ; des orateurs ont réclamé la démission du gouvernement ; des manifestations ont été envisagées, ainsi que la grève générale. Le puissant syndicat officiel Histadrout, principal appui du gouvernement dans la classe ouvrière, a pesé de tout son poids pour endiguer le mécontentement. Il a dû cependant élever des protestations contre les mesures prises et s'est senti obligé de réclamer une indemnité de vie chère de 17 %.

Les difficultés économiques actuelles et les « solutions » que le pouvoir envisage, c'est-à-dire faire payer les plus pauvres, portent un coup sévère à l'image de marque d'Israël, « terre de travail et de progrès », comme on se plaît à le qualifier dans une certaine presse.

Dans un supermarché de Tel Aviv. Ce sont les travailleurs qui supporteront le poids des mesures d'austérité. (Ph. UPI)

L'inflation et les canons

En fait, Israël connaît et subit les maux des pays capitalistes : inflation, chômage, inégalités sociales criantes, racisme, non seulement entre Juifs et Arabes, mais aussi entre Juifs eux-mêmes, les Juifs « Sépharadim » étant les laissés-pour-compte. Mais toutes ces difficultés sont formidablement aggravées par les caractéristiques propres de l'Etat sioniste. La politique de force, qui sert de credo aux dirigeants sionistes depuis 1948, entraîne le pays à se doter d'un budget militaire sans aucune mesure avec ses possibilités économiques. Le sur-armement de l'Etat sioniste grève le budget israélien d'un poids insupportable. Durant l'année écoulée, la moitié du revenu national a été engloutie par le budget militaire ! Dans ces conditions, les rentrées en devises étant notoirement insuffisantes pour permettre à l'Etat d'acheter à l'étranger son matériel militaire, il n'est d'autre solution que de souscrire des emprunts et de faire fonctionner à une vitesse folle la planche à billets. Telle est la conséquence de la politique sioniste !

Les dirigeants de l'Etat d'Israël se heurtent aujourd'hui au mécontentement de la population et les possibilités de « redressement économique » semblent bien aléatoires. Alors, bien sûr, ils peuvent toujours être tentés par la fuite en avant et chercher dans une aventure guerrière tout à la fois l'union nationale, de nouveaux crédits venant des USA et d'importants dons de la diaspora. Dans ces conditions, les rumeurs de guerre qui viennent de Tel Aviv, la mobilisation d'une partie des troupes israéliennes ont des résonnances bien inquiétantes !

Louis LETAL.

PATRONS GRIPPE-SOUS

relevons le gant

● *CHAUSSON (Gennevilliers)*

Au début on nous avait parlé de restrictions de fuel, maintenant c'est sur tout que la direction veut faire des économies. Elle en est à nous rationner les gants !

Pour pouvoir changer une paire de gants, il faut en avoir soit dans un état de ruine infecte soit pleurer ou crier si fort qu'elle cède pour vous calmer.

La radinerie n'a pas de limites. La direction est prête à risquer nos doigts ; ce n'est pas les siens. Elle ne court pas ce danger : ce n'est pas en se tournant les pouces qu'on se blesse !

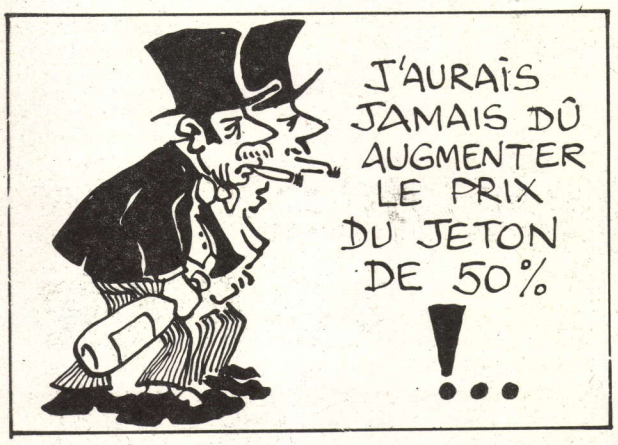
Si nous ne voulons pas être coupé, blessé, ou avoir des panaris, à nous de refuser de travailler sans gants. Nous l'avons fait à la tôlerie de la CV à H, depuis nous avons des gants sans histoire.

50 % de hausse

● *THOMSON-CSF (Gennevilliers)*

Récemment, le prix du jeton de boisson est passé, à G1, à 50 centimes. Il était déjà à ce prix-là depuis quelque temps à G2 et G3.

En moins d'un an, le prix du jeton est donc passé de



33 à 50 centimes, soit 50 % d'augmentation. Pas mal, hein ?

Il est vrai que, tout augmentant, il n'y a pas de raison que le café n'en fasse pas autant. Seuls ne progressent pas... la qualité et nos salaires (ou si peu).

Dommage que ceux-ci ne soient pas indexés sur le prix du jeton, ça nous ferait une belle augmentation.

A BAS TOUTE DISCRIMINATION

interdit d'être malade

● *RNUR (Ile Seguin)*

Au retour des congés, un certain nombre de travailleurs émigrés du 12 et du 74 ont été licenciés parce qu'ils sont tombés malades pendant leurs vacances. La direction, prenant le prétexte qu'ils étaient déjà tombés malades d'autres années, avait même eu le cynisme d'avertir des travailleurs avant leur départ que cette année il leur était interdit de tomber malade.

Nous savons tous que le fait de changer brutalement de climat et de façon de vivre entraîne quelquefois des troubles et qu'il faut passer une partie des vacances à se soigner. Alors, dans ces conditions, l'intervention de la direction est absolument inadmissible et remet en cause le droit de se soigner pour les travailleurs.

Et puis nous annoncer qu'on sera licencié si on tombe malade pendant les vacances montre à quel point la DCPRS se préoccupe de la santé des travailleurs.

PAS D'ACCORD POUR LES ACCORDS

pas d'accord pour des broutilles

● *CHAUSSON (Gennevilliers)*

Les accords d'entreprise que la direction nous propose représentent, paraît-il, 3 % de la masse salariale.

Il n'y a pas de quoi fouetter un chat et, puisqu'elle dispose de ces 3 %, on se demande pourquoi elle fait traîner les choses. Cet argent est le fruit de notre travail, alors, qu'elle le donne sans faire de grandes phrases. Combien de temps compte-t-elle le faire dormir dans ses coffres ?

Mais peut-être qu'en réalité elle a l'intention de les récupérer, puisqu'elle veut nous supprimer toute sorte d'acquis, sur les congés maladie et les congés sans solde de nos camarades immigrés notamment...

Dans ce cas, elle se moque carrément de nous : ce qu'elle propose ne lui coûtera rien ! Et elle espère trouver un syndicat qui accepterait de signer ça ?

Maintenant, si elle lâche au dernier moment ces 3 % sans ces restrictions, que personne n'essaie de les présenter comme une raison de signer, c'est-à-dire de reconnaître, comme le stipulent les accords, qu'on est pour une bonne entente avec la direction.

Nous avons eu cette année 12,5 % sans rien signer ; on ne va tout de même pas baiser les mains de la direction et dire merci avec notre signature pour 3 %.

Encore une fois, le seul accord qui est valable, c'est sur nos revendications : l'échelle mobile, la garantie de l'emploi, etc.

Mais la direction ne veut pas entendre parler de cela. Alors, qu'elle nous donne les 3 % sans faire de fromage, et nous, nous continuerons à nous battre pour voir vraiment satisfaites nos revendications.

NON AUX LICENCIEMENTS

les licenciements ne feront pas la loi à l'usine

● *RNUR (Départements 18 et 38)*

Au Département 38, il ne se passe plus une semaine sans que nous apprenions le licenciement de l'un d'entre nous.

Cela ne fait pas l'ombre d'un doute, il s'agit d'une opération voulue et provoquée par la direction. Le fait que tous ces licenciements soient précédés d'une mutation dans un endroit où le camarade est isolé, le fait qu'ensuite les avertissements pleuvent, tout cela prouve, s'il en est besoin, qu'il s'agit d'un scénario classique.

Car, après les avertissements, la direction fait vite, au point que certains se retrouvent à la porte avant de réagir.

Ainsi la semaine dernière, au Département, un camarade portugais a été licencié, alors qu'il rentrait d'un congé maladie. La direction prétend ne plus avoir de poste pour lui, alors qu'elle l'avait muté à un poste de manutention, en plein courant d'air, qui l'avait rendu malade. La direction n'a pas hésité. Pour elle, c'est « tenir le coup » ou la porte.

Lorsqu'ils sont au courant, les délégués interviennent, mais la décision de la direction est déjà prise et il est rare qu'elle revienne dessus.

Il est grand temps pour nous de réagir contre ces méthodes. Les licenciements ne feront pas la loi chez Renault. Cela dépend surtout de notre détermination à les empêcher.

USINE : DANGER, SALETÉ

un exemple à suivre

● *BERNARD-MOTEURS (Rueil)*

Mercredi dernier, un cariste traversait l'atelier central avec des tubes en fer qui dépassaient largement sur les côtés du fenwick.

En constatant le danger, un délégué du CHS a fait arrêter le fenwick. Les tubes ont été finalement déchargés, mais certains chefs n'ont pas pu s'empêcher d'y trouver à redire, montrant ainsi qu'ils se moquent pas mal de notre sécurité. Cela nous le savons, c'est donc à nous de refuser un travail dangereux pour les autres et pour nous, et de faire intervenir le CHS à chaque fois que c'est nécessaire.

Imposons nous-mêmes la sécurité puisque le patron s'en fiche.

connais pas !

● *FOSSE DECHY (Mines - Nord)*

Le nombre de camarades accidentés ne fait qu'augmenter : mains écrasées, démises pendant la manœuvre des berlines, chevilles foulées, blessures par des cailloux, etc.

Ceci n'est pas étonnant, cette année encore la production prévue sera difficilement assurée car les Houillères refusent d'investir, elles sont même incapables de nous fournir du matériel élémentaire d'exploitation. Alors elles appliquent comme toujours la même politique, nous pousser à la production pour obtenir ce charbon qui manque sur le marché.

Mais lorsque les cadences augmentent, les accidents augmentent aussi. La note à payer devient trop lourde pour nous, nous ne pouvons plus tolérer que les Houillères détruisent notre santé et prennent notre vie pour que le charbon sorte.

une direction pas très éclairée

● *THOMSON-CSF (Gennevilliers)*

A G3, à l'atelier de câblage, un tube néon est tombé en se brisant sur l'établi d'une câbleuse. Gravement coupée, elle a dû être conduite à l'hôpital, il y a une quinzaine de jours.

Aussitôt la direction s'est empressée de faire installer des pattes de protection qui devraient empêcher les tubes de tomber, comme cela existe depuis longtemps à G2.

Il aura donc fallu qu'une de nos camarades soit blessée pour que ces messieurs pensent à résoudre un si petit problème de sécurité. Si cela peut paraître une négligence, elle illustre bien le peu de cas que la direction fait de nos conditions de travail.

Faudra-t-il attendre que certains d'entre nous soient victimes d'accidents pour que la direction se décide à régler tous les problèmes de sécurité à G3 ?

Nous voulons travailler en toute sécurité. A nous de l'imposer !

hygiène ? Connais pas !...

● *CHR (Rennes)*

Dans chaque service, on nous demande de veiller à la propreté des chambres, couloirs, salles de soins. De là à nous en donner les moyens, c'est autre chose ! Au Bloc dit moderne, on peut constater que rien n'est prévu pour l'évacuation des ordures, ou plutôt si, un seul local est à notre disposition. Quant à son emplacement, rien à dire : d'une part, il est attenant au salon de détente, d'autre part, il fait vis-à-vis aux chambres des malades. Et c'est là que s'entassent les poubelles débordantes de pansements souillés dont le ramassage n'est effectué qu'une fois par jour en semaine et pas du tout pendant le week-end. On imagine les bonnes odeurs circulant dans les couloirs et les risques d'infection.

Prévoir un vide-ordures et des sacs hermétiques est une solution très simple. Trop simple sans doute pour nos directeurs !

Un nouveau départ... pour les capitaux

La lutte des travailleurs de la Néogravure (ci lors de la manifesta tion du 19 novembre) s'achève sur un compromis... et des suppressions d'emplois. (Ph. ADJA)

LA Néogravure est morte. Samedi dernier un constat d'accord est intervenu entre les représentants des pouvoirs publics et patrons et le syndicat du Livre CGT, qui le soumet à l'appréciation des travailleurs en grève. L'activité de l'usine de Saint-Ouen continue avec en contrepartie 159 suppressions d'emploi en Offset. A Corbeil, le nouveau groupe industriel qui reprend l'affaire a annoncé la suppression de 439 emplois (Issy-les-Moulineaux compris), les laboratoires de préparation étant maintenus pour un an à Issy. A cela s'ajoute la suppression de 129 emplois au Siège social.

La CGT fait tout pour faire accepter ce compromis. La lutte au départ s'étant faite pour s'opposer à tout licenciement, les responsables syndicaux affirment maintenant qu'un accord étant intervenu accordant la préretraite à 60 ans à l'échelle de la profession, le reclassement est assuré pour pallier toutes ces suppressions d'emploi et qu'il n'y a pas lieu de parler de licenciement.

Tout cela est bien joli mais le tout est de savoir comment cela va être appliqué et en ce qui concerne les travailleurs de l'ex-Néogravure dans la région parisienne, comment le syndicat du Livre va imposer l'application de ces mesures à toutes les imprimeries et veiller que chaque départ de salarié à 60 ans soit effectivement remplacé par un des 727 licenciés (c'est le total des suppressions d'emploi).

Et cela intervient juste au moment où Lang, qui est partie prenante dans le nouveau groupe à Corbeil, annonce la suppression pure et simple de toute activité d'Offset dans son usine ; Paul Dupont, lui, annonce une réduction de la durée du travail à 32 heures avec diminution des salaires.

Cette « compensation » qu'est l'avancement de la retraite à 60 ans, ne gêne d'ailleurs pas beaucoup la Néogravure qui avait organisé son départ à Corbeil en ramenant cet âge à 57 ans. Si cela est réellement appliqué, ce sont les petites et moyennes entreprises qui supporteront une bonne part du poids de la restructuration des grands de l'imprimerie, et les cotisations des salariés aussi.

Dans cette histoire rien n'est donc garanti, loin de là, pour les 727 travailleurs (plus ceux de Lang) qui vont se retrouver rejetés de la Néogravure.

Les travailleurs dans leur ensemble semblent pourtant décidés à accepter le compromis des responsables syndicaux, sans forcément trop croire au miracle et le travail devrait reprendre dès lundi, pour assurer la sortie des périodiques. Le syndicat du Livre fait passer cet accord pour une victoire. Si les travailleurs avaient la certitude qu'aucun d'entre eux ne va perdre son emploi dans cette opération, on pourrait dire à juste titre qu'eux-mêmes et les syndicats ont réussi à tirer leur épingle du jeu, même si ces reclassements ne sont pas tous faits au sein de l'ex-Néogravure. Mais malheureusement ce n'est pas le cas et demain les fera probablement déchanter. Les capitalistes des grandes imprimeries et les banquiers ont réussi à imposer qu'ils ne paient pas les pots qu'ils cassent. Les frais de leur opération : 727 emplois en moins !

Imprimerie :

Une revendication réactionnaire et hypocrite

A propos de l'affaire de la Néogravure, où des centaines de travailleurs sont menacés de perdre leur emploi, la CGT du Livre mène campagne pour dénoncer la situation générale qui serait faite aux imprimeurs français et revendique le rapatriement des titres français exécutés à l'étranger.

Il faut, dit ce syndicat, **« s'opposer à la vaste braderie de l'imprimerie par l'exode des travaux dans les pays limitrophes mettant en cause l'intérêt national ».**

Ce que les dirigants de ce syndicat oublient de dire, en épousant de pareilles thèses, c'est d'abord qu'on voit mal ce qui pourrait contraindre les détenteurs de titres à rapatrier ces travaux puisque, même en Allemagne, où il est notoire que les salaires sont largement supérieurs, éditeurs français et imprimeurs allemands y trouvent leur compte. Et ensuite ils oublient de parler des travaux étrangers exécutés en France, dont en toute bonne foi ils devraient revendiquer le retour dans leur pays d'origine. D'ailleurs il suffit de se rappeler qu'en 1971 encore, pour la France, les exportations d'imprimés l'emportaient sur les importations. Maintenant que la situation est moins favorable, les imprimeurs ne voudraient plus respecter le jeu de la concurrence capitaliste, et dresser des barrières protectionnistes ?

Dans l'imprimerie comme ailleurs les capitalistes des différents pays sont à la fois interdépendants et concurrents. Et souhaiter un retour en arrière est aussi stupide et réactionnaire que, face à la prétendue crise de l'énergie, de demander à la population des pays industriels de s'éclairer à la bougie, et en ce qui nous concerne de bougies bien françaises évidemment.

Les imprimeurs français et les autres capitalistes seraient les premiers embarrassés si chaque pays ne fabriquait et ne consommait plus que ce qu'il possède. Ils chercheraient en vain le pétrole français, les machines et les matières premières françaises.

En réalité, à défaut de poser les vrais problèmes, cette propagande ne relève que de la plus plate démagogie, en flattant les préjugés nationaux, dignes pendants des préjugés corporatistes, complètement dépassés à notre époque.

Et il est comique de voir ces idées défendues par des dirigeants « ouvriers » qui, par ailleurs possesseurs de titres comme **Miroir des Sports, Miroir du Rugby, Miroir du Football,** les font imprimer en Belgique.

Tant il est vrai que c'est le système capitaliste qui est en cause, ici comme ailleurs, et que c'est à lui de payer la note de ses propres contradictions et pas les travailleurs. Et ce n'est pas la tâche des syndicats ouvriers de jouer les guérisseurs d'un système pourri que nous devons jeter bas.

Correspondant L.O.

Jours chômés à la Régie Renault

VENDREDI 22 novembre, les travailleurs de la Régie Renault ont été officiellement avertis par une déclaration de Dreyfus disribuée dans les ateliers qu'ils chômeraient les 25 et 26 décembre, ainsi que les 2 et 3 janvier. Cette mesure touche tous les secteurs de fabrication, alors que la précédente journée chômée n'en avait touché qu'une partie.

Le P-DG de la Régie justifie cette mesure en invoquant les difficultés de l'industrie automobile, la baisse des ventes en France et à l'étranger, les perspectives sombres de l'économie. La Régie, d'après lui, ne peut se permettre d'accumuler des stocks.

L'annonce de ces quatre jours chômés dans la plupart des usines de la Régie n'a pas surpris les travailleurs : ils se doutaient bien que la journée chômée que la Régie a déjà imposée à une partie d'entre eux, début novembre, ne serait pas la seule. Mais ils ne ressentent pas ces quatre jours de chômage payés à 60 % comme une catastrophe. Pour la plupart c'est une occasion de profiter un peu plus des fêtes de fin d'année, malgré la perte de salaire qui se montera à 200 F, ce qui est loin d'être négligeable. Et bien sûr, leur principale revendication est le paiement à 100 % des jours chômés.

Mais beaucoup considèrent les arguments de la Régie comme fallacieux : chacun sait à la Régie que la R 12 se vend bien et qu'il faut plusieurs mois avant d'avoir une R 5. Surtout, ce qui les dresse contre la Régie, c'est que, alors que la Régie multiplie les journées chômées, les cadences ne baissent pas et qu'elles ont même augmenté sur la plupart des chaînes ; que les travailleurs en équipe viennent travailler un samedi sur quatre ; que la Régie n'a accordé aux mêmes travailleurs que dix minutes de réduction d'horaire par mois ; **qu'une journée de travail est prévue le samedi 4 janvier pour une des deux équipes et qu'elle n'a pas été décommandée. Aussi beaucoup de travailleurs concluent-ils aujourd'hui qu'ils ont en fait jusqu'à présent trop travaillé, et qu'il faut désormais réduire les cadences, qu'il est temps de diminuer les horaires, mais sans réduction de salaires bien sûr !**

Correspondant L.O.

Région parisienne :

Les hôpitaux en lutte

DEPUIS le 13 novembre déjà, des mouvements de grève se sont déroulés dans une vingtaine d'hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris. Il faut dire que les conditions de travail sont de plus en plus insupportables à l'Assistance Publique. Dire qu'il manque du personnel est un euphémisme. En réalité, il y en a si peu que pratiquement, les seuls soins effectués en temps normal dans la plupart des hôpitaux sont les soins d'urgence. Pour ne donner qu'un exemple : à l'hôpital Beaujon à Clichy, deux infirmières doivent, à elles seules, assurer les soins de nuit pour soixante-quinze malades. Au manque de personnel, il faut ajouter une pénurie incroyable de matériel qui transforme dans certains endroits les hôpitaux publics en véritables dangers publics. Dans ces conditions, on comprend que le mécontentement du personnel soignant soit de plus en plus profond. On peut ajouter à cela des salaires qui poussent beaucoup d'agents à la démission : 1.300 F pour un agent hospitalier débutant, 1.400 F une aide-soignante et 1.700 F une infirmière débutantes.

A partir du 13 novembre dernier, journée de la Fonction Publique, les syndicats CGT et CFDT avaient appelé à une grève reconductible. Dans quinze hôpitaux, des assemblées générales quotidiennes rassemblant de quatre-vingts à trois cents personnes suivant la taille des hôpitaux (à Broussais, par exemple, cent cinquante personnes se réunissent quotidiennement sur un millier d'agents présents dans la journée) ont donc reconduit la grève chaque jour.

Dans une dizaine d'hôpitaux, la grève est essentiellement une grève administrative : les soins sont assurés gratuitement ; les caisses sont fermées et les actes médicaux ne sont pas enregistrés pour la Sécurité sociale. Et c'est après le succès de la manifestation du 19 (des milliers d'hospitaliers défilèrent) que cette grève administrative s'est étendue dans une vingtaine d'hôpitaux. Une autre catégorie du personnel est aussi en grève quasi totale : le personnel ouvrier qui assure l'entretien ainsi que le personnel de ménage. Par ailleurs, partout où les médecins se sont solidarisés avec les revendications du personnel et ont accepté de diminuer les examens de routine, le personnel des laboratoires participe à la grève.

Bien sûr, toutes les assemblées qui ont lieu jusqu'à présent ne réunissent qu'une minorité du personnel hospitalier. Il faut dire qu'il n'est pas toujours facile aux infirmières, même celles qui sympathisent avec l'action, de quitter leur service.

Mais, même si ce mouvement ne mobilise pas tout le personnel, loin de là, c'est le premier mouvement de cette importance et de cette durée, et qui touche un aussi grand nombre d'hôpitaux depuis mai 1968. Et la minorité qui assiste aux assemblées générales reste quotidiennement mobilisée depuis déjà dix jours, voire quinze jours pour certains comme à l'hôpital Henri-Mondor.

Si les syndicats ont pris l'initiative de déclencher ces mouvements de grève dans les hôpitaux, ils n'ont par contre pratiquement rien fait pour organiser efficacement l'action au niveau de chaque hôpital et surtout pas sa publicité vis-à-vis des usagers. De plus, la coordination de l'action entre les hôpitaux est inexistante. Le personnel en grève d'un hôpital n'est pas mis au courant des actions décidées ailleurs, et on a même vu à Sainte-Anne des militantes de la CGT refuser la présence de grévistes de Salpêtrière venus aux nouvelles.

A l'heure où nous écrivons, la grève a été reconduite en assemblées générales dans la plupart des hôpitaux jusqu'à mardi 26 novembre, nouvelle journée de la Fonction Publique. De plus, il est prévu pour le jeudi 28 une journée des hôpitaux. Et il est certain que le personnel marquera ces journées par des manifestations sûrement aussi nombreuses que celles qui ont eu lieu la semaine précédente.

(Ph. Fotolib)

Grenoble :

L'hôpital de La Tronche en grève

A l'occasion de la journée d'action de la Fonction Publique, mercredi 13 novembre, nous avons fait grève pour les 1.700 F minimum, 200 F d'augmentation et la titularisation des auxiliaires ; et comme tout le monde en a assez des bas salaires et des mauvaises conditions de travail, nous avons décidé de reconduire la grève.

Dès le jeudi, nous avons organisé un Comité de grève qui réunit tous les jours vingt ou trente personnes. Ce Comité organise une commission « popularisation de la grève » qui a déjà organisé le collage de nombreuses affiches et la diffusion de tracts à la population samedi et dimanche sur les marchés et dans le centre de Grenoble, ainsi qu'une commission « action » qui passe dans les services discuter avec les non-grévistes.

Si les hospitaliers apprécient l'existence du Comité et lui sont attachés, les responsables de la CGT, quant à eux, aimeraient bien pouvoir se débarrasser de ce Comité qu'ils s'obstinent à appeler « intersyndical », bien que près de la moitié de ses participants soient des non-syndiqués, et dont ils remettent régulièrement en cause les décisions en assemblée générale. Ils ne participent d'ailleurs aux réunions qu'épisodiquement.

Le Conseil d'administration s'est réuni et tout ce qu'il nous a proposé a été d'examiner individuellement les cas des auxiliaires « titularisables », les travailleurs immigrés et les embauchés depuis moins d'un an n'ayant pas l'honneur d'appartenir à cette catégorie. D'une seconde réunion avec le directeur, il n'est ressorti qu'une proposition de faire passer stagiaires tous les auxiliaires, avec effet rétroactif au jour de l'embauche, pour qu'ils puissent être titularisés au bout d'un an de présence dans l'hôpital, et ce n'est encore qu'une promesse.

Et pour les revendications principales, celles qui nous tiennent le plus à cœur, comme nous l'a dit M. Dubedout, maire de Grenoble et président du Conseil d'administration : **« Ce n'est pas 1.700 F qu'il vous faut mais 2.500 F, il faut au moins cela pour vivre, seulement ces revendications ne dépendent pas de nous, elles ne peuvent se régler que sur le plan national, nous ne pouvons discuter ici que des problèmes particuliers à l'hôpital ».** Voilà une opinion autorisée qui ne peut que renforcer la détermination des hospitaliers dans leur lutte pour les augmentations de salaires et la titularisation immédiate de tous les auxiliaires... même si le maire de Grenoble ne met pas dans les jours à venir ses actes à la hauteur de paroles... quelque peu démagogiques.

Correspondant LO

HOPITAUX PSYCHIATRIQUES :

AU cours de son dernier congrès tenu à Paris, le syndicat des psychiatres a dénoncé la misère croissante des hôpitaux psychiatriques et a qualifié la situation d'extrêmement grave : manque de crédits se traduisant par un manque de personnel et surtout de personnel qualifié, manque d'équipements, lits en nombre insuffisant, locaux vétustes, carence criante des soins à tous les niveaux. Or chaque année, plus de cent dix mille malades séjournent dans des hôpitaux psychiatriques et, en tenant compte des entrées et des sorties, environ cent quatre-vingt-six mille personnes y reçoivent des soins. Et ces chiffres sont en progression constante. Quand on sait que 29 % de ces malades restent enfermés pendant plus de dix ans dans ces établissements, on devine ce que signifie la carence criminelle des gouvernants pour l'existence quotidienne des malades et de ceux qui les soignent. Pourtant, les malades mentaux ont particulièrement besoin d'être assistés, entourés, respectés et aimés ; ils ont besoin de chaleur humaine, besoin d'être traités comme des êtres humains à part entière ; mais pour cela, il faudrait un personnel spécialisé et nombreux, infiniment plus nombreux qu'actuellement. Il faudrait multiplier par dix, voire par cent le personnel de ces établissements ; il faudrait des locaux spacieux et agréables, pourvus de tous les équipements nécessaires ; bref, il faudrait mobiliser d'importantes ressources matérielles et humaines. Au lieu de cela, les hôpitaux psychiatriques ressemblent le plus souvent à des camps d'internement et pour les vieillards, à de sinistres antichambres de la mort.

Une société qui pratique une telle barbarie à l'égard des plus faibles de ses membres a droit à toute notre haine et à notre mépris ; et il faudra bien qu'elle laisse la place à une société plus humaine et plus juste.

J. LORRAIN.

Claude Manceron

LES HOMMES DE LA LIBERTÉ

EN cinq volumes, dont deux seulement sont parus jusqu'à présent, Claude Manceron a entrepris de nous faire connaître ce que furent les hommes qui préparèrent et dirigèrent la révolution française.

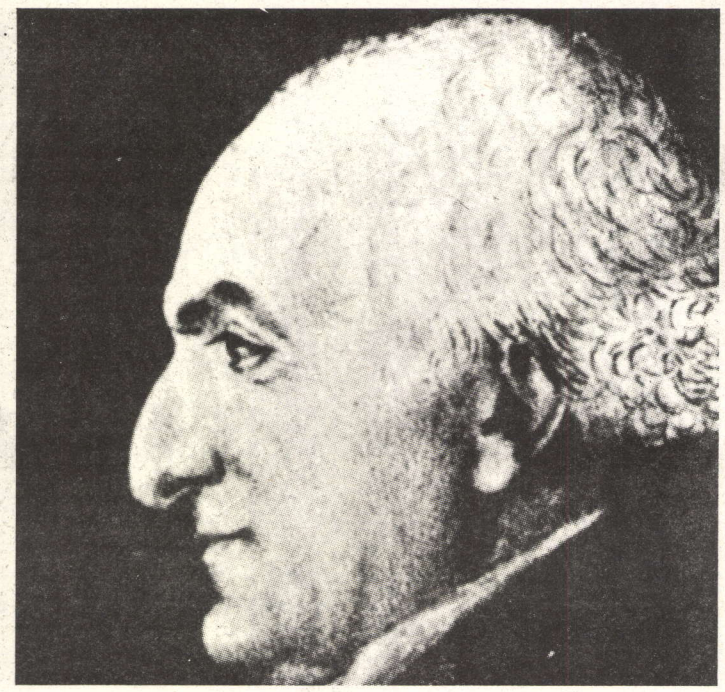
Il ne s'agit pas là d'une œuvre historique au sens habituel du terme, ni d'un roman historique. Claude Manceron s'est attaché comme dans une série de reportages à raconter les épisodes marquants et caractéristiques de la vie de plusieurs dizaines de personnages dans le but de nous faire comprendre la fin sans gloire de l'Ancien Régime.

Il le fait au fil de l'histoire, entremêlant les fragments de biographie. Nous passons ainsi de Mozart à Louis-Philippe d'Orléans, de Marie-Antoinette à Hébert, futur rédacteur du « Père Duchesne », de Jacques Roux à Suffren, de Franklin à Marat.

Touchant à tous les personnages, Manceron aborde aussi tous les problèmes : ceux de la monarchie et de la cour en pleine décomposition, la justice, l'économie, les mœurs, le bouillonnement des idées et des découvertes, l'armée. A la suite de La Fayette, il nous fait vivre la guerre d'indépendance des Etats-Unis, il nous fait découvrir la Russie de Catherine II (par les yeux de Romme, futur auteur du calendrier républicain), le Portugal, l'Angleterre, il nous conte la révolte des Indiens du Pérou.

Le foisonnement des personnages, la diversité des épisodes, des lieux donnent un caractère un peu décousu à l'ensemble du livre et peuvent parfois gêner le lecteur. Mais les découvertes qu'elles lui font faire compensent largement les inconvénients de cette construction. Car Manceron a su rendre vivants ces personnages, en nous les replaçant toujours dans leur cadre. Ce sont bien sûr tous des privilégiés, membres de la noblesse et de la petite-bourgeoisie et dans la description de la société qui est faite, ce sont surtout ces classes qui apparaissent. Mais, à chaque fois qu'il l'a pu, l'auteur s'est attaché à nous montrer aussi, derrière eux, le peuple des marins, des paysans, des petites gens des villes, des esclaves des colonies, nous faisant voir ainsi la toile de fond sur laquelle se forment les idées et les hommes qui seront à l'origine de la Révolution de 1789, toile de fond faite de misère et d'injustice, mais aussi d'espoir et de révolte.

Manceron se veut homme de gauche, sa dédicace à Salvador Allende en fait foi. Il n'est donc pas étonnant qu'en tant que tel, il ait choisi de faire ressortir tout ce qui justifie, dans le monde de la fin du XVIII[e] siècle, l'explosion révolutionnaire de 1789. Et il le fait très bien, tant par le choix des épisodes, par la riche documentation, digne de foi semble-t-il, que par son style qui est rien moins qu'austère.



La Fayette, Robespierre, Hébert, Jacques Roux, quelques-uns de ces hommes de la Liberté qui ont dirigé ou marqué certaines étapes de la Révolution française.

Aussi, malgré sa taille (chaque volume a plus de cinq cents pages), c'est là un ouvrage qui peut intéresser tous ceux qui veulent comprendre l'histoire autrement que comme une succession de dates. On connaît en général moins bien la période qui a précédé 1789 que la Révolution française elle-même. Claude Manceron, dans ces deux tomes de Les hommes de la liberté, en donne une vision aussi concrète et vivante que vaste et documentée.

André ROUSSEL.

Les hommes de la liberté, de Claude Manceron. Deux volumes parus : I. **Les vingt ans du roi (1774-1778)** - II. **Le vent d'Amérique (1779-1782)** - Ed. Robert Laffont - 49 F chaque volume.

L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947

de Jacques Tronchon

« Cet ouvrage ouvre un certain nombre de lignes de recherche : l'aspect contestataire, voire révolutionnaire de l'insurrection de 1947 ; (...) **l'étude détaillée des événements de 1947 ;** (...) **le contexte socio-économique né de la Seconde Guerre mondiale ».**

Telle est la conclusion de l'auteur à **L'insurrection malgache de 1947.** C'est une manière de dire que, en fait, toutes ces questions restent à traiter et qu'on en chercherait vainement les réponses dans le livre. Qu'y reste-t-il alors ? Pas grand-chose...

En effet, l'auteur ne s'est pas occupé d'étudier les « lignes de recherche » que son livre « ouvre ». Dans cette thèse de doctorat — écrite dans le style pesant de ce genre de littérature —, Jacques Tronchon ne s'est attaché qu'à deux aspects : montrer, d'une part, que les parlementaires malgaches n'étaient pour rien dans le déclenchement d'une insurrection qu'ils ont de toute façon désavouée, de même que n'y est pas pour grand-chose le Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache, le grand parti nationaliste né de la Deuxième Guerre mondiale. Et, d'autre part, que l'insurrection n'était pas le fait d'une provocation de l'administration coloniale française. Cela, on s'en serait douté ! Mais, pour toutes les questions qui peuvent intéresser le lecteur déjà convaincu que l'insurrection était l'expression de la révolte d'une partie du peuple malgache contre la tutelle coloniale, on reste sur sa faim.

Restent trente pages (sur près de deux cents) qui rapportent, on ne peut plus sèchement, les faits, plus environ deux cents pages de documents d'intérêt inégal.

Bref, fort peu de choses pour les 45 F que coûte l'ouvrage !

J.-J.F.

L'insurrection malgache de 1947, **de Jacques Tronchon - Ed. Maspero - 45 F.**

Madagascar à l'époque coloniale. (Archives LO)

FEUILLETON

ernst glaeser

le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Viollet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman Classe 22. Toute une génération d'adolescents grandie pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.

Puis, paraît La Paix, récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abattit et du découragement qui s'ensuivit.

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que paraît Le dernier civil. Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaine.

RESUME

On est en 1927, à Siebenwasser, petite ville de l'Allemagne méridionale.

Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, retrouve sa ville natale et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Le parti nazi, dirigé localement par le lieutenant Gerhart Träger, a réussi à noyauter l'administration, grâce en particulier au secrétaire municipal, l'ambitieux Kalahne.

La jeunesse est pleine d'enthousiasme pour l'idéal national-socialiste. Les lycéens n'hésitent pas, pour le Führer, à se faire renvoyer de leur établissement : c'est ce qui arrive à Jürgen et à Hans Diefenbach, fils d'un officier tombé à Verdun.

Les retraités, les veuves de guerre (comme Hertha Diefenbach, la mère de Hans), les aigris et les déclassés de toute sorte (comme Maria, la prostituée qui a recueilli Jürgen) mettent en Hitler leurs derniers espoirs.

Bäuerle décide d'acheter le domaine de Roche-Blanche que son actuelle propriétaire, Mlle Fabricius, ruinée par l'inflation de 1923, laisse à l'abandon. Il va tenter de la persuader.

(27)

Quand la femme eut disparu derrière la clôture du potager, Bäuerle sortit de l'étable et courut vers la maison. Il atteignit la porte. Il entra. Une odeur humide de renfermé vint frapper contre lui.

Bäuerle aperçut un escalier ; il monta. Il resta debout sur le premier palier. « Hallo ! » cria-t-il. Personne ne répondit. Mais tout à coup il entendit un cri. Au bas des marches la servante le regardait, hébétée.

Alors Bäuerle courut au haut des escaliers, arriva devant une porte. Elle était fermée. Il cogna deux fois de tout le poids de son corps. La porte céda. Bäuerle entra dans une pièce obscure. Derrière lui la servante criait et pleurait.

« Mademoiselle Fabricius ! » cria Bäuerle et comme il n'obtenait pas de réponse, il alla aux fenêtres et ouvrit les volets. La lumière bondit dans la chambre.

Jean-Gaspard sursauta. Devant lui, dans l'attitude pathétique d'une héroïne de tragédie, se dressait un être mi-oiseau, mi-femme. Sur sa figure d'épervier, une perruque couvrait mal des vestiges de vrais cheveux, qui sortaient de dessous comme le crin d'un fauteuil crevé. Un vêtement gris verdâtre, une sorte de robe de chambre entièrement couverte de dentelles tombait des épaules. Les mains osseuses où les veines ondulaient comme des serpents s'agrippaient en tremblant au dossier d'un fauteuil. Les yeux bordés de rouge criaient la peur, la fureur, et une crainte animale devant cet homme.

« Mademoiselle Fabricius », cria Bäuerle, en approchant d'elle, « on est obligé d'entrer chez vous en cambrioleur si l'on veut vous parler ».

Ursule Fabricius ne bougea pas. La servante pleurait, debout dans un coin. Bäuerle s'assit sur la table. Il était résolu à ne pas céder avant d'avoir réussi à faire parler la demoiselle.

Et il commença :

« Chère Mademoiselle Fabricius, comme vous me voyez là, assis effrontément sur votre table, malfaiteur qui a forcé votre porte, vous penserez certainement que je fais moi aussi partie de l'aimable confrérie qui vous a escroquée et trompée. Mais je dois vous dire que je suis arrivé dans ce pays, il y a dix jours seulement, après quarante-cinq ans d'absence, chère Mademoiselle, arrivé de l'étranger, des Etats-Unis. Il faut vous dire que moi aussi je suis un jour parti de Siebenwasser, rempli d'une terrible haine pour ce que l'on appelle la patrie et là-bas, de l'autre côté de l'eau, dans ma nouvelle vie, je n'ai plus du tout voulu penser à ce qu'ils m'avaient fait, ces chers Allemands. Mon père est mort par leur faute, et ma mère l'a suivi dans la terre étrangère, simplement parce qu'ils ne pouvaient plus supporter la vie au pays natal, et qu'ils considéraient les folies de nos chers compatriotes comme des folies. N'est-ce pas, vous me comprenez. Il fallait, avant tout, être humains. Mais ce n'était pas possible dans ce temps-là. Celui qui ne participait pas au raffut général ne valait rien et celui qui allait jusqu'à croire que l'on pouvait vivre sans crier « hourra » tous les dimanches, ils lui jetaient des bâtons dans les jambes. Il était inutile cette fois-là pour un individu isolé et candide d'avoir d'autres idées sur la vie des hommes. Qui ne claquait pas des talons n'avait pas de Patrie. »

Ursule Fabricius remua. Elle lâcha le dossier du fauteuil. Elle s'assit devant la table, elle regardait cet homme qui n'avait pas du tout le visage d'un Allemand.

« Pendant quarante-cinq ans, j'ai été triste en pensant à l'Allemagne, continua Bäuerle, pendant quarante-cinq ans j'ai eu honte de ma Patrie et j'ai même, lorsque la guerre est arrivée, prié secrètement le Seigneur de refuser la victoire à l'Allemagne. Oui, vraiment, je ne pouvais pas faire autrement lorsque je pensais à mon pays et à la méchante insolence de ses chefs. Et cela arriva com-

FEUILLETON

me cela devait arrriver. Ils devaient vider le calice jusqu'à la lie. J'ai pleuré en pensant à la misère qui maintenant tombait sur le peuple. Chère Mademoiselle, ceci était pire que d'être trompé par son meilleur ami. »

Ursule Fabricius fit signe à la servante qui alla ouvrir un placard, sortit une bouteille de cognac et posa sur la table à côté d'elle un verre à eau. La demoiselle remplit le verre jusqu'au bord et le tendit à Bäuerle. Jean-Gaspard but. Le liquide rongeait son gosier.

« Je sais très bien, continua Bäuerle, comment on a trompé le peuple allemand. D'abord pendant des dizaines d'années, en lui disant qu'il était de tous les peuples le plus pur et le meilleur. Ensuite dans cette terrible guerre où on lui a dit qu'il se battait pour une cause sacrée, pour que vienne le règne sacré des Allemands et quand l'enfer est venu, on l'a laissé seul. On lui a fait payer son rêve de son propre argent, du dernier argent qu'il possédait. Et voyez-vous, Mademoiselle, dans ce pays-ci, on a toujours parlé d'honneur, de loyauté et de fidélité et lorsqu'il s'agissait d'appliquer ces beaux principes on reniait sa parole, et on organisait de terribles escroqueries. La jalousie et l'escroquerie, voilà ce qui est resté de la loyauté allemande. Je sais tout cela, Mademoiselle, et vous le savez aussi, et c'est pourquoi je suis venu vous voir. »

Les yeux d'Ursule Fabricius étaient fixement arrêtés sur cet homme. Muette, les mains jointes, la servante était debout à la porte.

« Voyez-vous, chère Mademoiselle, je suis venu chez vous sans pensée déloyale. Je ne veux pas vous persuader, mais je veux acheter votre domaine. »

Bäuerle alla s'asseoir à côté d'Ursule... Elle leva lentement le verre de cognac et but à sa santé. Bäuerle approuva de la tête.

« Je vous comprends si bien, dit-il, je ne comprends rien autant que votre haine. Mais voyez-vous, quand j'ai vu, après la guerre, l'Allemagne dans cet état, et que j'ai cru qu'elle allait périr sous l'immensité de ses péchés, mourir d'avoir empoisonné la vie par la violence et la félonie, alors, un jour, j'ai lu la Constitution. Mademoiselle, une femme sait peu de choses du Gouvernement et presque personne ne savait que les principes du vieil Etat figuraient autant de péchés.

Et alors j'ai vu soudain monter de notre terre des idées si claires, si humaines, j'ai lu des phrases d'une si saine raison ! Le brouillard empoisonné s'était tout à coup dissous, les Prussiens sont partis, ai-je pensé et je suis revenu à la maison ! Et maitenant je puis vous le dire, ils sont réellement

L'inflation en Allemagne. Une corbeille pour les légumes, une corbeille pour les billets dévalorisés.
(Ph. Viollet)

partis. La dernière tromperie a été l'inflation, cela a été le dernier enfer et vous y avez perdu la foi et la confiance. Mais, chère Mademoiselle, c'est fini. Vous n'avez pas connu l'Allemagne pendant ces cinq dernières années. Le monde entier se penche vers elle, on lui veut du bien, on croit à son génie pacifique, comme on craignait son démon guerrier. Oui, je suis heureux d'assister à cette transformation. Au lieu de casernes, des maisons naissent maintenant sur les bords de la Ville et tout travaille à guérir les plaies des cinquante dernières années. Voyez-vous, Mademoiselle, tout cela s'est passé pendant que vous dormiez ici. Allez à travers le pays : quelle paix ! quelle guérison ! »

Bäuerle se tut. Il regarda Ursule Fabricius, il vit cette ruine humaine. Et tout à coup, il la vit rire, ce n'était pas un bon rire. Et après le rire, il entendit sa voix. Ce n'était pas une bonne voix.

« Non, non », riait frénétiquement la demoiselle, « je n'ai pas confiance en eux. Les Allemands continueront à escroquer, ils continueront à détester la paix. Ils trahiront tous ceux qui sont bons pour eux ».

Alors Bäuerle se leva : « Ce serait la fin du monde, cria-t-il, pas un homme ne pourrait réparer cela, pas un Dieu. Cela finirait effroyablement ».

— « Cela finira effroyablement, répondit la demoiselle, rentrez vite aux Etats-Unis. Que cherchez-vous sur ce domaine ? Il doit tomber en ruines, tout doit tomber en ruines. »

— « Non, dit Bäuerle, il ne doit pas tomber en ruines. Je vous l'achète. »

Alors la demoiselle se leva de devant la table, boitilla vers son secrétaire, fouilla longuement dans un tiroir, et apporta un papier.

« Je vends le domaine, dit la demoiselle, je permets qu'il revive — à cette condition ! » Elle poussa la feuille vers Bäuerle et Jean-Gaspard lut : « Mes conditions : Nous exigeons que le Premier-Bourgmestre et le directeur de la Banque viennent auprès de nous s'excuser de nous avoir escroquée. Nous serons magnanime s'ils se montrent humbles. Nous céderons le domaine s'ils nous avouent qu'ils nous ont volée. S'ils ne viennent pas chez nous, nous laisserons la maison tomber pierre après pierre. Mais s'ils nous demandent pardon, nous sommes prêts à leur pardonner à eux et à l'Allemagne.

Bäuerle se leva.

— « J'en informerai ces Messieurs », dit-il. Il alla vers la porte sans parler. La servante l'accompagna au-dehors. Lentement, Jean-Gaspard revint vers Siebenwasser à travers les champs en friche. « Quelle haine », pensa-t-il.

Le même soir il eut une entrevue avec le Conseiller Schrader. Les deux hommes parlèrent longtemps ensemble. Finalement ils téléphonèrent au directeur Megerle. Megerle vint. Au bout d'une heure, il déclara : « — Si cette histoire reste entre nous, je suis prêt à y participer ». Ils prirent rendez-vous pour le mardi de la semaine suivante.

Le lendemain matin, Bäuerle alla chez le notaire Ebbinghaus qui gérait les affaires d'Ursule Fabricius. Un contrat de vente fut dressé et Jean-Gaspard apprit une nouvelle condition. La somme devait être payée moitié en or déposable à la Banque d'Angleterre, moitié en francs suisses. Par deux câblogrammes Bäuerle acheta de l'or. Il déposa les francs suisses chez le notaire.

(à suivre)

Le prix de ce pont, construit durant l'inflation, est inscrit sur la plaque. (Ph. Viollet)

MAI 68 AU CINÉMA

A propos du film de Gudie Lawaetz

IL n'avait guère fallu attendre longtemps pour voir fleurir dans les vitrines des librairies les ouvrages consacrés aux événements de mai-juin 1968, ouvrages qui, pour la plupart, s'empoussièrent lentement aujourd'hui dans le silence des réserves. Le cinéma aura été bien plus lent à se préoccuper de ces événements, puisque voici seulement, six ans et demi après, le premier grand film qui y soit consacré. Encore n'est-il programmé que dans deux salles parisiennes, et a-t-il peu de chances de connaître une diffusion beaucoup plus large.

Il faut dire d'ailleurs que le **Mai 68** de Gudie Lawaetz, montage de documents qui dure trois heures dix, se prêterait assez mal à une exploitation commerciale normale (à supposer, bien sûr, que cela intéresse les circuits de distribution cinématographique).

Dans ce montage, alternent pêle-mêle des images prises, au plus chaud des événements, par des professionnels ou par des amateurs, des déclarations d'époque d'hommes politiques, et des extraits d'interviews réalisées en 1973. Parmi les interviewés, les leaders étudiants de l'époque : Sauvageot, Geismar, Cohn-Bendit, Alain Krivine ; les dirigeants syndicalistes Séguy et Maire ; et unique membre du gouvernement Pompidou à avoir accepté d'être interviewé, Christian Fouchet qui vient affirmer fièrement devant les caméras (mais on s'en doutait un peu) qu'il n'aurait pas hésité une seconde à faire tirer sur la foule s'il avait craint une révolution. Pour la note humoristique, le député UDR, Krieg, racontant comment il avait obtenu du préfet de police Grimaud l'autorisation d'organiser la manifestation gaulliste du 30 mai aux Champs-Elysées.

Il y a, et ce n'est pas étonnant, assez peu d'éléments nouveaux dans ce montage, car ces images de manifestations, de brutalités policières, d'étudiants lanceurs de pavés, ou de flics tirant des grenades lacrymogènes, que l'on nous propose, nous avons déjà eu l'occasion de les voir à l'époque, elles ou des semblables. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'elles soient sans intérêt. Mais il faut cependant signaler de remarquables interviews d'habitants de la rue Gay-Lussac racontant, cinq ans après, comment ils avaient vécu la nuit des barricades du 10 au 11 mai, pourquoi leurs sympathies avaient été vers les étudiants, et pourquoi aussi les propriétaires des voitures qui avaient brûlé prirent la chose avec philosophie. A travers l'une de ces interviews, on sent d'ailleurs très bien comment, si cette première nuit chaude du printemps 68 amena la plus grande partie de la population à se solidariser avec les étudiants, la répétition du même scénario, nuit d'émeute et voitures brûlées, devait être l'un des facteurs qui allaient, quelques semaines plus tard, contribuer à isoler le mouvement étudiant.

Le film de Gudie Lawaetz ne s'intéresse pas, cependant, qu'au Mai des étudiants. Celui des travailleurs y tient une large place, et l'on nous propose force images d'usines en grève, d'usines occupées, et d'interviews de militants syndicaux réalisées à l'époque. Mais ce n'est certainement pas ce montage, si intéressante que soit telle ou telle séquence, qui permettra au spectateur de comprendre ce que fut la grève de mai-juin 68 dans les entreprises et la politique des grandes confédérations syndicales.

Sans doute Gudie Lawaetz se défend-elle, précisément, d'avoir voulu donner sa propre analyse des événements, au point d'avoir renoncé à tout commentaire d'ensemble, la bande sonore étant celle prise sur le vif à l'époque. Cela ne contribue pas, d'ailleurs à rendre le film facile à suivre pour qui ne connaît pas sur le bout du doigt la chronique des événements du printemps 68, c'est-à-dire pour l'immense majorité des spectateurs. Dans une interview publiée par le journal **Le Monde,** Gudie Lawaetz a expliqué en ces termes ses intentions : **« Ce que je montre, c'est l'aspect visible de Mai 68. Je ne dis pas qu'il n'y a rien eu d'autre, mais je ne vois pas le moyen de le faire apparaître. Je n'ai pas voulu donner une fausse cohérence, une fausse totalité ».** Il aurait fallu ajouter, pour définir le contenu de ce film, qu'il montrait **« l'aspect visible de Mai 68 »** tel qu'il ressortait des archives cinématographiques, c'est-à-dire un aspect finalement très partiel. La plupart des séquences ont en effet été tournées par des cinéastes sympathisants avec le mouvement étudiant, s'étant rangés dans ce mouvement, et adoptant son point de vue au sens le plus étroit du terme, c'est-à-dire l'endroit dont on voit les choses. Cela est particulièrement visible dans une séquence réalisée lors de la manifestation étudiante qui s'était rendue devant les usines Renault, à Boulogne-Billancourt, pour y trouver les portes closes, par ordre des dirigeants syndicaux. On nous y montre très bien les pitoyables efforts des étudiants pour engager de la rue le dialogue avec les militants cégétistes juchés sur les murs et les toits de la Régie. Mais on nous les montre justement de l'extérieur, du côté étudiant. Sans doute ne pouvait-il pas en être autrement, mais cela ampute singulièrement le récit de ces événements.

Et si l'engrenage répression, lutte contre la répression, qui fut le moteur de la mobilisation étudiante entre le 3 et le 10 mai, est visible dans le film de Gudie Lawaetz, rien n'y permet au contraire de comprendre comment les organisations syndicales, et en particulier la CGT, de peur d'être débordées dans les entreprises comme le PCF l'avait été au Quartier Latin, ouvrirent toutes grandes les vannes du mécontentement ouvrier après l'immense succès que connut la manifestation du 13 mai ; comment aussi les directions traditionnelles restèrent maîtresses jusqu'au bout de la situation dans les entreprises, sans pouvoir faire reprendre le travail dès qu'elles l'auraient souhaité, certes, mais sans jamais se heurter à une direction de rechange éventuelle, capable de proposer d'autres perspectives à la classe ouvrière. Comment enfin partis de gauche et confédérations syndicales s'employèrent à brader la grève générale, dans le vain espoir de voir la gauche l'emporter lors des élections législatives que De Gaulle leur lança comme un os à ronger.

Cette analyse n'est peut-être pas, n'est certainement pas celle de Gudie Lawaetz. Mais la fausse objectivité qui consiste à montrer pendant plus de trois heures des images brutes, non commentées, montées suivant la seule chronologie, et des interviews contradictoires des personnalités diverses, ne pouvait aboutir qu'à un résultat somme toute décevant, dans la mesure où aucun des interviewés ne représente vraiment les espoirs et les aspirations du plus grand acteur des événements de mai-juin 68 : la classe ouvrière. Du moins de sa fraction la plus radicale, et en particulier de ces jeunes ouvriers qui avaient été éveillés à la lutte par les manifestations étudiantes. Ce n'est pas que Gudie Lawaetz ne nous montre pas d'authentiques travailleurs : elle nous présente de nombreux militants syndicalistes, parfaitement représentatifs d'un des aspects de la classe ouvrière française de mai-juin 68. Mais il manque l'autre volet du diptyque : les travailleurs qui ne voulaient pas reprendre le travail sur des résultats peu différents au fond des accords de Grenelle, et qui firent entendre leur voix dans les entreprises... mais pas dans le film de Gudie Lawaetz.

Le résultat, c'est un film où chacun peut certes retrouver ses petits. Pierre Vianson-Ponté peut dans **Le Monde** du 19 novembre conclure de ce **Mai 68 : « que son auteur l'ait ou non prémédité et voulu, c'est sans doute la CGT et à sa suite la classe ouvrière qui auraient, et de loin, l'avantage »** (sur les gauchistes et les étudiants), avec autant de bonnes raisons que le public du Quartier Latin, qui siffle Séguy répétant cinq ans après qu'il fallait bien que les travailleurs empêchent les étudiants de rentrer casser les machines chez Renault, peut penser voir un film à la gloire des gauchistes.

Mais c'est précisément pour cela que le jeune travailleur qui irait voir ce **Mai 68** pour savoir ce qui s'y est passé et quelles leçons en tirer n'en sortirait pas plus avancé.

Reste une reconstitution des événements, qui fera sans doute plaisir aux « anciens combattants » de Mai 68 heureux de revoir des images des manifestations et des barricades de ces journées-là, mais qui ne rend pas, et qui ne le pouvait sans doute pas, ce qu'il y a eu de plus extraordinaire dans ces quelques semaines, ce que ceux qui les ont vécues ne sont pas prêts d'oublier, une atmosphère de liberté et de fraternité entre gens qui ne se connaissaient pas, comme Paris n'en avait pas connues depuis bien longtemps.

François DUBURG.

cinéma

Luigi Comencini

Un vrai crime d'amour

UN ouvrier tue son patron. Ce qui amène Nullo Bronzi, ouvrier qualifié, membre du Conseil d'usine à commettre cet acte de désespoir, c'est ce que nous raconte le film. Et, bien plus qu'une défense du meurtrier, c'est un réquisitoire que nous montre Comencini, un réquisitoire contre la société capitaliste, contre la vie impossible qu'elle fait à ceux qui la font vivre.

L'amour qui pourrait unir Nullo Bronzi, l'ouvrier évolué du Nord de l'Italie à Carmela Santoro qui est devenue OS à Milan pour ne pas être bonne à tout faire dans sa Sicile natale, et qui commence comme une comédie, va se terminer en drame. D'abord parce que l'usine, les qualifications, les équipes les séparent, les obligent à se rencontrer à la sauvette ; ensuite parce que les barrières élevées par les préjugés stupides que Carmela et sa famille ont ramenés du Sud sont bien difficiles à franchir, tant pour elle que pour lui. Et enfin et surtout parce que l'usine a empoisonné Carmela et qu'elle en meurt.

Au travers de cette histoire d'amour, c'est toute l'absurdité, la cruauté d'une société qui apparaît. Au travers d'épisodes tantôt drôles, tantôt émouvants, Comencini dénonce tout : l'absurdité du travail à la chaîne, l'organisation du travail, la pollution, les conditions de travail, les grands ensembles où vivent les ouvriers « privilégiés » et les taudis où sont parqués les « émigrés » du Sud, le paternalisme des patrons et la lâcheté de leurs serviteurs, les préjugés, pas seulement ceux des Siciliens, mais aussi ceux des ouvriers évolués du Nord.

Bien sûr, c'est l'Italie que décrit le film. Mais il n'y aurait pas grande dificulté à transposer personnages et décors dans une grande ville française.

Tout ce que montre le film semble vrai, juste, exempt d'exagération. L'auteur s'est contenté de décrire, sans en rajouter, sans vouloir faire de démonstration, la société telle que la fait le capitalisme, les gens tels qu'ils y sont : et sans avoir l'air d'y toucher, il rend l'un détestable, les autres attachants et proches de nous.

André ROUSSEL.

Kid Blue

KID BLUE appartient à une bande qui s'attaque aux trains dans l'Ouest des Etats-Unis au moment de la « conquête de l'Ouest », une de ces très nombreuses bandes qui écumaient cette région.

Malheureusement, au cours d'une attaque qui s'avère être un fiasco, Kid Blue, le chef de la bande — une bande qui a beaucoup plus l'allure d'un groupe de chômeurs minables que de durs — Kid Blue décide d'abandonner la partie et de devenir « honnête ».

Mais il n'est pas facile d'être accepté par le monde des honnêtes gens. D'abord Kid Blue est un « étranger » et à ce titre mille fois suspect.

Et le village où il débarque connaît toute la brutalité, la rapacité qui dominent les rapports d'une société capitaliste à l'état pur.

Il connaît la vie et les multiples humiliations des travailleurs ; traité comme un valet lorsqu'il est employé dans un salon de coiffure, méprisé, frappé, suspecté constamment par le shérif, personnage à l'esprit retors et à la gâchette facile.

Et dans ce monde sans amitié, il y a malgré tout l'amitié de Kid pour son camarade d'usine, amitié que détruira hélas la jalousie.

Et puis c'est l'attaque de l'usine après que Kid se soit aperçu qu'il ne peut pas faire partie de cette « bonne société ».

Kid Blue n'est donc pas un western comme les autres.

Kid Blue n'est pas un « mauvais » bandit, un personnage sans foi ni loi, il est même le seul dans ce monde deshumanisé à connaître et manifester des sentiments humains et de la révolte.

Le sherif n'est pas le « justicier » mais il apparaît comme le serviteur cynique, et borné, des intérêts du patron de l'usine.

Quant aux Indiens qui apparaissent dans le film d'une manière ridicule, ils sortent vainqueurs au cours d'une fuite rocambolesque et invraisemblable. Un western qui est aussi une satire sociale.

Louis LETAL.

SÉLECTION TÉLÉVISION DE LA SEMAINE

Mardi 26 novembre

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Mektoub ? Un film de Ali Ghalem sur la condition des travailleurs immigrés. Il sera suivis d'un débat réunissant le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, l'ambassadeur d'Algérie en France et le consul général du Portugal à Paris. On regrettera, bien sûr, qu'il n'y ait que des officiels.

Jeudi 28 novembre

TROISIME CHAINE (20 h 35) :

QUESTIONNAIRE interroge Aurelio Peccei, industriel italien, malthusien, l'un des fondateurs du « Club de Rome », sur le thème : **« Comment l'humanité évitera-t-elle la catastrophe ? ».**

Vendredi 29 novembre

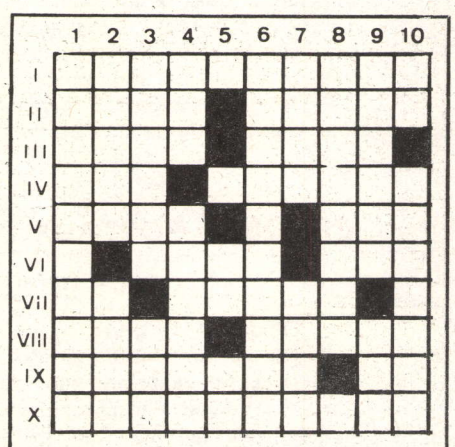
DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

En deux parties, le célèbre roman de Flaubert, **Madame Bovary.**

Lundi 2 décembre

TROISIEME CHAINE (20 h 35) :

La Salamandre, film d'Alain Tanner.



HORIZONTALEMENT. — I. Le dernier exemple de résurrection... journalistique. — II. Aimable archer - Profession de foi. — III. Hume - Elle a une démarche de canard. — IV. Fleuve de l'Engadine - Restreint. — V. Venues au jour - En sont. — VI. Placée - Si c'est un régime, il admet l'eau. — VII. Pronom - Fait comme Jupiter. — VIII. Oiseau proche de l'autruche - Regarda de haut en bas. — IX. Ces fosses, on les a dans le nez - Début de soucoupes volantes. — X. Presque maniaque.

VERTICALEMENT. — 1. Se conduisaient en pingres. — 2. Prénom pacifique - Dans le désordre : camélidé ou gloire des zouaves. — 3. Réputées savoir tout faire - Point cardinal. — 4. Auxiliaire - Plaçai. — 5. Abréviation : protection - Les deux ne sont pas de trop pour voler. — 6. Pas essentiel. — 7. Transport urbain - « Mal » dans les composés médicaux. — 8. Fleuve sibérien. — 9. Diminutif féminin - On fait l'âne pour en avoir. — 10. Théâtre japonais - Partie du territoire située à l'intérieur d'un autre pays.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	A	L	L	A	D	E	R	A	I
II	O	R	A	I	S	O	N	■	I	L
III	U	N	I	■	S	I	T	E	■	E
IV	T	A	■	R	I	■	U	N	R	■
V	E	Q	U	I	T	A	B	L	E	S
VI	I	U	L	E	■	G	A	U	S	S
VII	L	E	E	■	K	I	■	M	O	■
VIII	L	■	M	A	L	O	U	I	N	S
IX	E	T	A	I	E	■	A	N	N	E
X	S	A	S	S	E	R	■	E	E	S

VOILA plus d'une semaine que le gouvernement a entamé sa campagne d'intimidation et d'intox pour tenter de démoraliser les postiers. Cela a commencé par l'envoi des flics devant les centres de tri, opération qui a été un échec, car elle a, sur le coup, plutôt renforcé la détermination des grévistes. Puis toute la semaine, ç'a été la campagne dans la presse et à la radio affirmant, chaque jour, que la grève s'effilochait, que le trafic normal allait être rétabli.

Et le gouvernement a demandé à tous les chefs de centres et directeurs régionaux d'assurer l'acheminement d'une partie du courrier, coûte que coûte, en embauchant des jaunes, en faisant appel à des maisons d'intérim, à des transporteurs privés... et bien sûr à l'armée (mais, interdiction de faire trier les militaires dans les mêmes locaux que des civils, le gouvernement est prudent). Tout cela pour donner au maximum l'impression de la reprise. Mais tous ces circuits parallèles n'arrivaient au cours de la semaine passée qu'à un débit de 30.000 lettres par jour, le gouvernement annonçant qu'il arriverait bientôt à en faire écouler 600.000, chiffre certainement gonflé, et qui pouvait faire impression sur l'opinion publique, tant qu'on ne sait pas que c'est d'ordinaire 30 millions d'objets qui passent en moyenne tous les jours entre les mains des postiers !

Si le gouvernement, qui a tout mis en œuvre pour tenter de démoraliser les grévistes, affirme tous les jours qu'il ne cèdera pas, c'est qu'il est maintenant coincé par la grève, que celle-ci commence à coûter cher aux patrons eux-mêmes qui demandent au gouvernement de se débrouiller pour « rétablir le bon fonctionnement de la poste ».

Au début, le gouvernement pouvait laisser trainer, escomptant sur la lassitude des grévistes, il ne le peut plus maintenant, il faut qu'il résolve rapidement le problème. Et les postiers ont la force de faire qu'il n'ait pas d'autre solution que de céder sur leurs revendications.

Car la grève est encore forte au moment où nous écrivons et paralyse totalement les centres vitaux de la poste. Que le pourcentage de grévistes dans les secteurs qui ont toujours été les moins combatifs ait baissé au bout de cinq semaines n'est pas étonnant et c'est donc surtout en province, dans les services de distribution et les bureaux de poste locaux, où les postiers sont moins nombreux et moins soudés que dans les tris, que cette baisse a été sensible. Mais ce fléchissement est bien moindre que veut le faire croire la presse, car il a suffi que l'administration affirme que ses statistiques faisaient apparaître une baisse de 3 à 4 pour cent sur le pourcentage des grévistes pour que l'on parle d'une « nette tendance à la reprise ».

En fait, en fin de semaine, il restait encore plus de 100.000 postiers en grève, et surtout le pourcentage de grévistes dans les tris restait exceptionnellement fort : dans les tris parisiens, il était en moyenne de près de 90 %, en province, à part un cas de reprise (Haute-Savoie, mais qui parle de redébrayer si les tris parisiens continuent), il oscille entre 80 et 90 %. Certains tris ont déjà voté en fin de semaine la poursuite de la grève au moins jusqu'à mardi 26, pour la journée d'action de la Fonction Publique, et plusieurs tris de province ont décidé de rester en grève tant que les tris parisiens continuent.

Plus de 100.000 postiers en grève, 80 à 90 % de grévistes dans les centres de tri alors que tout le trafic passe entre les mains de ces centres, dont 70 % entre les mains des tris parisiens, c'est dire à quel point les grévistes, et en particulier ceux des tris de Paris, restent maîtres de la situation.

CHEQUES POSTAUX PARIS-BOURSEUL :

La grève tient toujours

A Bourseul, la grève se poursuit. Si une certaine baisse du moral s'est fait sentir à la suite du vote du budget par l'Assemblée nationale, vote qui n'a rien changé, le moral est remonté surtout au cours de l'assemblée générale de jeudi qui fut regonflante pour nous toutes.

Au cours de cette semaine, nous avons participé nombreuses aux activités proposées par les syndicats : manifestation, assemblée de discussion, projection du film Histoires d'A avec débat, spectacle avec Moustaki, organisé par le PCF.

Cependant, au début de cette nouvelle semaine de grève, nous savons toutes que les jours à venir seront décisifs. Le gouvernement a tout essayé pour nous faire céder, il n'y a pas réussi. Même s'il y a eu un peu de reprise par-ci par-là, entre autres aux Chèques, l'ensemble du mouvement tient bon et nos camarades des centres de tri, en grève à 90 %, sont là pour nous encourager.

Le gouvernement est en train de faiblir, c'est en gardant le moral et en tenant jusqu'au bout que nous pourrons le faire céder.

Les « civils » à Bourseul

Samedi matin, au piquet de grève, notre curiosité fut attirée par trois individus. Etait-ce des nouveaux grévistes, ou tout simplement des passants ? Et bien non, c'est trois individus « cravatés et gomés » qui rodaient autour du piquet de grève appartenaient aux Renseignements généraux. Ils étaient venus là pour soi-disant constater les attaques des grévistes contre les non-grévistes. Nous empêcherions, paraît-il, la liberté du travail en obligeant les non-grévistes à passer dans une « haie d'honneur » à chaque prise de service. Les flics espéraient-ils nous intimider en nous annonçant qu'autour des Chèques stationnaient des forces de l'ordre ? En tout cas, ils en auront été pour leurs frais, il n'y eut pas d'accrochage avec le personnel non gréviste, par contre, quelques bonnes vérités leur furent dites telle que : « plus les flics sont loin et mieux on se porte ! ».

Les Chèques ce n'est pas Citroën

Un dénommé Rat, responsable de la mise en électronique plus connu par son étiquette CFT (il se dit d'ailleurs responsable national de la CFT) se trouvait dans les Chèques ce même samedi matin. Etait-ce un hasard si au même moment les flics se présentaient devant les Chèques ? On en doute.

Rat a démontré, à plusieurs reprises, son hostilité farouche aux grévistes, il fut surpris en train de faire rentrer des non-grévistes par la porte des retraits à vue, pour leur éviter le contact avec les grévistes, il fut à l'initiative d'une pétition dans laquelle la CFT se promettait de faire grève si nos jours de grève venaient à être payés. Ce même samedi matin, il tenta aussi d'empêcher l'entrée de délégués syndicaux de Paris-XV venus aux Chèques pour y tenir leur réunion quotidienne ; Rat mettait en doute leur appartenance à Paris-XV. Il fut alors entouré par des grévistes bien décidés à mettre fin à ses agissements.

Nos camarades de Paris-XV purent aller à leur réunion et ce Rat au nom si seyant fut bien obligé de regagner son trou sous les quolibets des grévistes : « les Chèques c'est pas Citroën... ».

PARIS-AUSTERLITZ

Mardi, pour la journée nationale d'action, nous nous sommes retrouvés à presque un millier à l'assemblée générale, puis à la manifestation qui a suivi. Notre cortège fort et dynamique était applaudi au passage, ça nous a regonflé le moral pour commencer cette cinquième semaine de grève.

Les problèmes ne manquent pas pour chacun d'entre nous, pourtant nous avons décidé de continuer car c'est le moment où jamais de faire céder Lelong. L'assemblée générale de samedi nous a permis de faire le point et de voir que notre mouvement ne « pourrit » pas comme essaient de le faire croire la télé et la radio. Aussi, contre les mensonges du gouvernement, nous avons recommencé les diffusions de tracts et les collages d'affiches pour expliquer aux usagers les raisons de notre détermination. Après plus d'un mois de grève, nous ne nous contenterons pas de promesses mensongères, il nous faut nos 1.700 F minimum et 200 F pour tous !

Devant Paris-Austerlitz.

BORDEAUX-CHEQUES :

La police intervient mais les postiers sont toujours là

JEUDI dernier, à Bordeaux, comme dans nombre de centres, la police intervenait aux Chèques Postaux pour empêcher la tenue du piquet de grève.

Les militants syndicaux répétaient « ne cédez pas à la provocation, camarades ! » et décidaient d'aller tenir l'assemblée générale à la Bourse. Une cinquantaine de postiers trouvaient que les syndicats cédaient rapidement à la pression des flics : « alors quoi, on se dégonfle ? ». Un responsable syndical reprit alors la parole pour insister : « les syndicats ont dit qu'on allait à la Bourse ». C'était un ordre et les syndicats entendent bien être obéis.

Toujours est-il que l'intervention de la police n'a pas eu du tout l'effet qu'en escomptait l'administration. Des employés qui avaient repris le travail et à qui ça ne disait vraiment rien de travailler sous la « protection » des flics sont ressortis et se sont mis en grève.

Tous les matins, non seulement l'assemblée générale se tient à nouveau devant le centre à 9 heures, mais dès 6 heures, la sarabande autour du centre entre les flics et les grévistes commence.

Les grévistes « circulent » comme on le leur a ordonné, mais pour aller diffuser les tracts sur les parkings, les flics sur les talons.

Le premier jour, jeudi, un commissaire de police arrogant ordonnait « sortez-moi ça ». « Ça », c'était les grévistes. Mais non seulement les grévistes sont toujours là, mais de plus, la manifestation de mardi où le cortège des PTT était particulièrement nombreux et combatif a été un encouragement à continuer !